

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION**

Département des Sciences financières et comptabilité

**Pour l'obtention du diplôme master 2 en sciences financières et
comptabilité**

Option : Comptabilité Contrôle et Audit

Intitulé du mémoire de fin de cycle :

**Etude et analyse d'un dossier de crédit bancaire à l'aide des outils d'analyse
financière**

Organisme d'accueil :

La banque de l'agriculture et du développement rural de Bejaia

(Agence principale 357)

Réalisé par :

CHERFA Katia Tassadite

Encadré par :

DR OUGHLISSI

Année universitaire : 2022/2023

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier le bon dieu de m'avoir accordé la force, le courage et la santé d'accomplir mes études.

Mes plus profonds remerciements s'adressent à mon encadrant Monsieur Oughlissi pour son encadrement et pour les conseils fructueux qu'il n'a cessé de me prodiguer.

Je devrais chaque bribe de ma connaissance à mes enseignants qui ont si bien mené leur noble quête d'enseigner les bases de la comptabilité et la finance. Je les remercie non seulement pour le savoir qu'ils m'ont transmis, mais aussi pour la fierté et l'ambition que leurs personnes nous aspirent.

Je remercie plus particulièrement Monsieur Cherki Mohamed et Madame Rabehi Sabrina pour leur accueil chaleureux au sein de la BADR Bejaia ou j'ai pu développer mes connaissances et acquérir de nouvelles compétences qui constitueront des atouts majeurs pour mon parcours professionnel.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à ma famille et tous mes proches qui m'ont soutenu et accompagné tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Dédicaces

Avec l'expression de ma reconnaissance, je dédie ce modeste travail

*A mes parents, la lumière de ma vie, à qui doit ma réussite et tout mon respect,
qui m'ont doté d'une éducation digne, qui n'ont jamais dit non à mes exigences
et qui n'ont épargné aucun effort pour me rendre heureuse.*

*A mes chères sœurs et mon frère Mounir, qui n'ont pas cessés de me conseiller,
encourager et soutenir tout au long de mon parcours.*

*Quels que soient les termes embrassés, aucune dédicace ne saurait exprimer
l'amour sincère que je vous porte, je vous dis merci infiniment.*

Liste des abréviations

PIB	Produit intérieur brut
VI	Valeur immobilisée
VE	Valeur d'exploitation
VR	Valeur réalisable
VD	Valeur disponible
AF	Actif fixe
AC	Actif circulant
CP	Capitaux propres
DLMT	Dettes à long moyen terme
DCT	Dettes à court terme
KP	Capitaux permanent
CA	Chiffre d'affaire
TTC	Toutes taxes comprises
HT	Hors taxes
CI	Consommations intermédiaires
FP	Frais de personnel
I et T	Impôt et taxes
FF	Frais financiers
DP	Dotations aux provisions
DA	Dotations aux amortissements
Di	Dividendes
IBS	Impôt sur les bénéfices
SIG	Soldes intermédiaires de gestion
SARL	Société à responsabilité limitée
CNAC	Caisse nationale d'assurance chômage
ANADE	Agence nationale d'appui et du développement de l'entrepreneuriat
FRN	Fonds de roulement net
BFR	Besoin en fonds de roulement
TR	Trésorerie nette
D	Valeur de la dette
RA	Coût de capitaux propres

RD	Cout de la dette
VAN	Valeur actuelle nette
TRI	Taux de rendement interne
IP	Indice de profitabilité
DR	Délai de récupération

Liste des tableaux

Tableau 1 Le bilan financier.....	25
Tableau 2 Les soldes intermédiaires de gestion	36
Tableau 3 Le tableau des flux nets de trésorerie	41
Tableau 4 Les besoins d'investissement du projet de la SARL B.....	55
Tableau 5 Présentation générale de la SARL B	55
Tableau 6 Présentation générale du projet de la SARL B	56
Tableau 7 Les garanties proposées par le client	56
Tableau 8 Les bilans financiers des 3 dernières années d'activité de la SARL B	57
Tableau 9 Le fonds de roulement par le haut du bilan de la SARL B.....	58
Tableau 10 Le besoin en fonds de roulement de la SARL B	58
Tableau 11 La trésorerie nette de la SARL B	59
Tableau 12 Le calcul des différents ratios.....	59
Tableau 13 Les SIG de la SARL B	62
Tableau 14 La structure de financement de l'investissement	63
Tableau 15 Echancier de remboursement du montant de l'emprunt bancaire.....	64
Tableau 16 La capacité d'autofinancement de la SARL B	64
Tableau 17 La variation du besoin en fonds de roulement de l'année 2016 jusqu'à 2021	65
Tableau 18 La variation du BFR de la SARL B de l'année 2022 jusqu'a 2028.....	65
Tableau 19 Tableau de flux nets de trésorerie actualisés de la SARL B des années 2016-2021	66
Tableau 20 Tableau de flux nets de tresorerie de la SARL B des années 2022-2028.....	67

Liste des figures

Figure 1 Circuit financier indirect	5
Figure 2 Les 4P de McCarthy.....	15
Figure 3 La démarche du diagnostic financier	19
Figure 4 Le déroulement de l'opération de demande de crédit.....	23
Figure 5 Les soldes intermediaires de gestion et la capacité d'autofinancement	40
Figure 6 L'organigramme de l'agence principal 357	53
Figure 7 La capacité d'autofinancement de la SARL B.....	64
Figure 8 La VAN en fonction du taux d'actualisation	68

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction générale..... 1

Chapitre I: Le financement bancaire

1. Section 01 Les crédits bancaires comme mode de financement 3

2. Section 02 Préparation et octroi d'un crédit d'investissement 11

Chapitre II: Les outils d'analyse financière permettant d'évaluer un crédit d'investissement

1. Section 01 L'analyse de l'équilibre financier..... 24

2. Section 02 L'analyse par la méthode des ratios financiers 28

3. Section 03 L'analyse des soldes intermédiaires de gestion..... 33

4. Section 04 Les critères de rentabilité d'un projet d'investissement..... 38

Chapitre III: Étude et analyse d'un crédit d'investissement (cas pratique)

1. Section 01 Présentation générale de l'organisme d'accueil « la banque de l'agriculture et du développement rural » 45

2. Section 02 L'étude technico-économique du projet..... 53

3. Section 03 Les techniques de l'analyse financière..... 55

Conclusion générale 71

Bibliographie

Table des matières

Annexes

Résumé

Introduction générale

L'Algérie est le pays le plus vaste en Afrique qui dispose d'une importante façade maritime avoisinant 1280 kilomètres de côtes sur la mer méditerranéenne et l'un des plus riches par ses ressources naturelles y compris les hydrocarbures qui représente « *environ 60 % des recettes budgétaires, près de 30 % du PIB et plus de 97 % des recettes d'exportation* » (profil du secteur pétrolier et gazier de l'Algérie , 2022).

Aujourd'hui la population algérienne est en nette augmentation avec un taux de natalité important ou le nombre de la population avoisine « *44 millions d'habitants* » (Algeria Press Service, 2022).

Cette augmentation de la population induit inévitablement des besoins accrus en matière d'alimentation et autres besoins vitaux.

Ceci conduit également à développer d'autres segments d'activités économiques pour satisfaire la demande grandissante des denrées alimentaires telles que l'agriculture et l'agroalimentaire.

La pêche et les ressources halieutiques constituent des domaines riches à exploiter pour le bien-être des populations en vue de diversifier les sources d'alimentation sachant que le niveau de vie a connu une véritable augmentation grâce aux multiples mesures prises par les pouvoirs publics en direction des couches sociales défavorisées.

Pour satisfaire les besoins d'une partie de la population, les investisseurs commencent à intégrer ce créneau par la création des entreprises intéressées par ce domaine très convoité pour ses richesses et ses diversités (la pêche en eau douce, en eau saumâtre et en milieu marin).

La création ou l'expansion d'une entreprise consiste à développer et améliorer sa productivité par l'acquisition de nouveaux équipements en mettant en place des ressources financières internes ou externes.

Ainsi les institutions financières représentent une source de financement qui réunit les agents en besoin de financement et les agents en capacité de financement en leurs accordant des prêts ou des crédits adaptées à leurs besoins à court terme ou à moyen long terme après une étude approfondie du projet et une analyse de la situation financière de l'entreprise à travers des méthodes et instruments qui permettent d'apprécier la viabilité du projet, se prémunir contre les différents risques, adapter le meilleur financement au projet et étudier sa rentabilité financière.

Notre étude tentera à répondre à la question suivante :

« L'analyse financière offre-t-elle les outils permettant de prendre une décision quand a l'octroi d'un crédit d'investissement ? ».

Cependant, il est important avant de répondre à notre problématique de se poser les questions suivantes :

- Quel est le rôle du crédit bancaire ?
- Comment évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement ?
- Le projet d'investissement qu'envisage la banque a financé est-il rentable ?

L'hypothèse

Le registre de commerce, les bilans, les comptes de résultats et les annexes sont les documents qui prouvent l'existence d'une entreprise, donc ils nécessitent une analyse approfondie pour juger sa santé financière en matière de solvabilité et rentabilité à partir de calcul de différents ratios.

Notre travail de recherche se base sur deux volets de recherche, la recherche documentaire et le stage pratique.

Ainsi la recherche documentaire nous a permis de recueillir les ressources informationnelles pertinentes et nécessaires pour approfondir et enrichir notre travail en s'appuyant sur des ouvrages, textes législatifs et site web.

Et pour nous approcher du réel, le stage pratique est l'occasion de mettre en pratique ces connaissances et ces acquis pour répondre à notre problématique de recherche.

Nous aborderons dans le premier chapitre la notion du crédit et sa mise en place, en deuxième lieu le chapitre consacré à l'analyse financière et son déroulement pratique.

Enfin, le troisième chapitre traite du jumelage de la théorie et la pratique issue du stage effectué auprès de la banque de l'agriculture et du développement rural de Bejaïa.

Chapitre I

Le financement bancaire

Introduction du chapitre I

Pour satisfaire les besoins d'une entreprise, elle doit investir et dépenser des fonds nécessaires pour acquérir des moyens de production et d'exploitation, soit des investissements matériels ou constitution des stocks en matières premières et autres produits entrant dans le cadre de l'activité de l'entreprise, ce qui lui permet de créer de la richesse et des postes d'emplois.

En cas d'insuffisance de ressources internes soit autofinancement peu important, l'entreprise fait appel à des ressources externes provenant des crédits bancaires ou marché financier pour financer ses investissements ou son cycle d'exploitation par des prêts à court terme et moyen long terme.

Et pour cela on a consacré notre premier chapitre pour définir c'est quoi un crédit bancaire, quelles sont ses caractéristiques, quel rôle joue-t-il pour le financement d'une entreprise, et quelles sont les étapes nécessaires pour l'octroi d'un crédit bancaire.

1. Section 01 Les crédits bancaires comme mode de financement

Le financement bancaire est un mode de financement externe indirect où les entreprises en besoin de financement s'orientent pour obtenir un prêt à travers l'intermédiation d'une banque qui transforme les dépôts des agents à capacité de financement en crédit bancaire.

La solidité financière d'une banque est très essentielle pour déterminer sa capacité à faire face aux risques éventuels (sa faillite) par ses fonds propres, qui engendreront des effets sur la stabilité de tout le système financier et de l'économie tout entière d'un pays.

A ce titre les économistes insistent beaucoup sur cet aspect très déterminant dans la capacité des banques à octroyer des crédits à leurs clients d'où : « *Un critère essentiel, souvent sous-estimé, porte sur la santé financière des banques. Car elles sont intrinsèquement fragiles. Leur activité première consiste à collecter des dépôts et à octroyer des crédits. Mais alors que les dépôts sont le plus souvent à court terme et très liquides, c'est-à-dire disponibles, les crédits sont accordés pour plusieurs années et la banque ne peut (heureusement !) en réclamer le remboursement anticipé. Mais cette « transformation d'échéances » qui la rend utile est aussi ce qui la rend fragile : elle l'expose à un risque d'illiquidité* » (Gunther, Jézabel, & Jean, 2014)

Cependant, si la banque n'est pas solvable, elle risque de perdre la confiance de ses clients et leurs dépôts qui représentent une bonne partie des ressources courantes de la banque et par conséquent elle entraîne des difficultés majeures pour sa propre survie.

Afin d'assurer la régulation du secteur bancaire, les politiques de crédit des banques restent encadrées par la politique monétaire des banques centrales et par des réglementations internationales.

La banque des règlements internationaux (BRI) dont le siège est à Bâle en Suisse, a établie des ratios de solvabilité que toutes les banques actives à l'international doivent respecter.

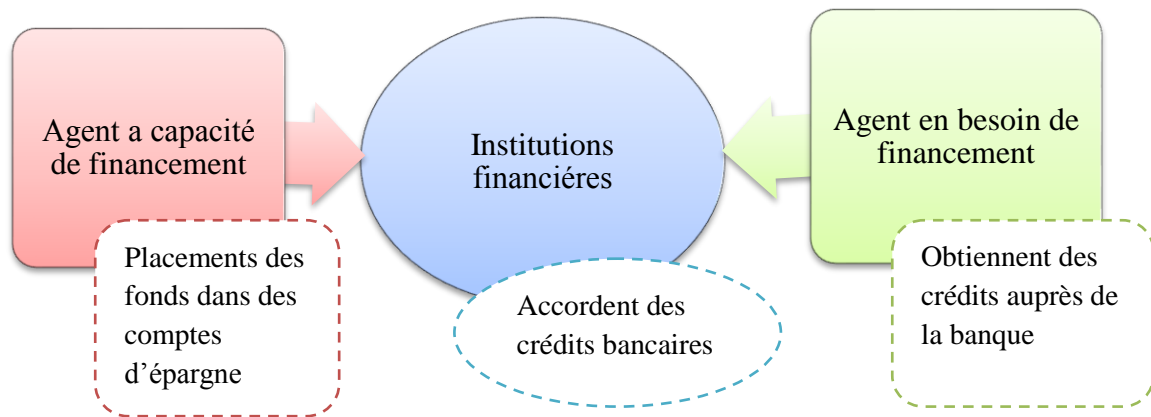
Le ratio de Bâle 1 « ratio de Cooke » a été défini en 1988 par le président du comité de régulation financière qui prévoit que les fonds propres d'une banque doivent présenter au minimum 8% du montant des crédits accordés, ce ratio ne couvrait que le risque de crédit et ne propose aucune mesure concernant les risques de marché et les risques opérationnels.

$$\text{Ratio Cooke} = \frac{\text{fonds propres}}{\text{ensemble des engagements des crédits}} \rightarrow 8\%$$

A cet effet, ce ratio n'était pas suffisant pour stabiliser le système bancaire dans sa globalité, la naissance des accords de Bâle 2 a vu le jour en 2004 pour enrichir la nature des risques pris en compte dans les accords de Bâle 1, et pour améliorer les méthodes de calculs des risques, et la gestion du contrôle interne pour une bonne présentation des états financiers de la banque.

Les limites et les insuffisances des règles concernant les ratios de solvabilité (Bâle 1 et Bâle 2) ont été montrés depuis la crise des subprimes de 2007/2008, et donc le comité de Bâle a augmenté le minimum de fonds que les banques doivent détenir, ils ont accompagné au ratio précédent un autre ratio de sécurité qui est une sorte de réserve de capital que les banques pourront l'utiliser en cas de difficultés. Ainsi le ratio de solvabilité actuel est de 10.5%.

Figure 1 Circuit financier indirect



Source : réalisée par nous-mêmes a partir d'une revue de la littérature

Commentaire

Ce schéma représente le circuit de financement à travers la collecte de l'épargne auprès des agents économiques en surplus de fonds par l'intermédiation bancaire en faveur des entreprises et des consommateurs en besoin de liquidités.

1.1. Définition de crédit

Silem Ahmed et Albertini Jean-Marie ont défini le crédit dans leur livre intitulé « lexique d'économie » comme suit :

« *Le crédit est un acte de confiance se traduisant par un prêt en nature ou en espèce consenti en contrepartie d'une promesse de remboursement, dans un délai généralement fixé d'avance* » (Silem & Albertini, 1999)

De façon générale, le crédit est une opération fondée sur la confiance entre le prêteur et l'emprunteur qui se traduit par un contrat appelé 'convention de prêt' engageant les deux parties dans un processus qui consiste à mettre en place les fonds nécessaires par le prêteur et le remboursement de l'emprunt par l'emprunteur à l'échéance convenue en plus des intérêts.

1.2 Les caractéristiques d'un crédit bancaire

L'auteur Petit Dutailis a cité les caractéristiques essentielles du crédit dans son ouvrage « le risque du crédit bancaire » en le définissant ainsi :

« Le crédit est l'essence de la création de richesse, il contribue à l'expansion de l'activité économique en général et pour cela, on peut dire que le crédit joue un effet multiplicateur sur l'activité humaine. En général, le crédit exige l'existence ou la rémunération des quatre supports indispensables l'un de l'autre à savoir le temps, la confiance, le risque et les garanties ».(Petit-Dutailis, 1963)

Différents critères peuvent être pris en compte pour classer les crédits, les principaux étant la confiance, la durée, le risque et les garanties:

1.2.1 La confiance

Selon Coussergues S*« Faire crédit signifie faire confiance et la pratiquer sur une longue période de la relation de crédit crée un climat de confiance entre les protagonistes ».*(Coussergues.S, 1996).

Donc il définit que la confiance du créancier envers le débiteur en termes de remboursement est l'une des importantes conditions pour accroître un crédit.

1.2.2 La durée

La durée du crédit dépend essentiellement du type d'opération pour laquelle le crédit est utilisé. On relève :

- le crédit à très court terme (au jour le jour ou jusqu'à 3 mois) qui est utilisé par les banques pour ajuster quotidiennement leur trésorerie.

- le crédit à court terme, de 3 mois à deux ans, utilisé par les ménages et les entreprises.

- le crédit à moyen terme, s'inscrit dans la fourchette entre deux et sept ans. Il est accordé pour l'acquisition des biens d'équipement léger.

- le crédit à long terme, plus de sept ans, concerne le financement des immobilisations (bateau de pêche, cages flottantes ...).

-Le crédit à très long terme, aussi concerne le financement des immobilisations dont la durée au delà de 20 ans (terrain, bâtiments, équipements lourds...).

1.2.3 La rémunération

La convention de crédit contient généralement l'indication des rémunérations réservées à la banque. Il s'agit essentiellement du taux d'intérêt et des diverses commissions qui peuvent être prévues en fonction des services rendus.

Les crédits qui comportent des décaissements sont rémunérés par des intérêts proportionnels au montant des capitaux avancés, par contre les crédits qui ne comportent pas des décaissements (crédit par signature), sont rémunérés par une commission.

1.2.4 La destination

Il s'agit de l'utilisation qui va être faite des sommes mises à disposition (achat de terrain, véhicule, téléviseur...).

1.2.5 Le risque

Le banquier doit nécessairement faire une évaluation des risques auxquels la banque peut-être exposée avant d'accorder la demande du financement au débiteur.

Le risque crédit est le premier des risques auxquels est confronté un établissement financier. C'est le risque de perte auquel la banque est exposée en cas de défaillance d'une contrepartie, il désigne le risque de défaut d'un emprunteur face à ses obligations.

Le risque de non remboursement qui est appelé risque d'insolvabilité de l'emprunteur est inhérent à toute opération de crédit. La maîtrise de ce risque suppose une double compétence, la première concerne une parfaite connaissance des procédés d'analyse des dossiers de crédit, la seconde en matière de gestion, oblige à une surveillance attentive des concours à la clientèle.

1.2.6 Les garanties exigées

Hypothèques, nantissement et caution sont les garanties exigées par le créancier au débiteur (en quelque sorte elles minimisent les risques sans les éliminer).

1.3 La typologie des crédits

On distingue deux grandes catégories de crédit qui répondent aux besoins de la clientèle à savoir les crédits aux particuliers et crédits aux entreprises.

1.3.1 Les crédits aux particuliers

a. Crédit immobilier

C'est un prêt destiné à l'acquisition des biens immobiliers (immeuble, maison, terrain...), il peut être emprunté sous forme de crédit amortissable ou crédit in-fine.

b. Crédit à la consommation

C'est un prêt qui permet de financer l'achat des biens de consommation (véhicule, biens d'équipement ...) par les ménages.

1.3.2 Les crédits aux entreprises

Ce type de crédit est accordé aux entreprises en besoin de financement par des banques ou autres institutions de financement.

a. Crédit d'exploitation

C'est un crédit qui permet de financer les actifs courants de l'entreprise c'est-à-dire lui offrir de la liquidité nécessaire pour couvrir ses dépenses courantes (moins de 12 mois) pour assurer sa pérennité et sa continuité d'exploitation.

Pour le financement de la trésorerie on remarque :

- **Découvert autorisé** : correspond à financer le compte bancaire débiteur, en contrepartie la banque prélève des agios.
- **Facilité de caisse** : dans un délai de 15j la banque peut offrir un crédit au client débiteur pour combler les décalages de la trésorerie de l'entreprise à court terme.
- **Crédit court terme de compagne** : cette forme de crédit contractuelle destinée au financement de l'activité de l'entreprise sous forme d'avances de trésorerie pour constituer des stocks suivant les compagnes liées à une récolte donnée (achat de tomate pour les conserveries, autres fruits pour jus et confitures, achat de quantité de thon pour les transformateurs...)

Pour avoir le financement nécessaire des dépenses de l'entreprise, elle cède ses créances à une institution financière par la mobilisation des créances.

- **Escompte** : consiste à mobiliser ses effets de commerce pour obtenir une avance de trésorerie.
- **Affacturation (ou factoring)** : est une technique de recouvrement des créances pour les entreprises. Il consiste à céder les créances que possède une entreprise sur ses clients à un factor qui est une institution financière pour récupérer immédiatement la trésorerie et laisser le factor s'occuper du recouvrement.

b. Crédit d'investissement

C'est un crédit accordé par une banque à une entreprise destinée au financement des acquisitions ou renouvellement de matériels rentrant dans le cycle de production.

La durée d'un crédit d'investissement varie en fonction de la nature, la destination et la durée de vie économique du bien à acquérir. Et donc on distingue deux types de crédit d'investissement.

- **Crédit à moyen terme**

Un crédit qui permet le financement des investissements légers, dont la durée se situe entre deux et sept ans.

- **Crédit à long terme**

Ce type de crédit est destiné à financer les investissements lourds (terrains, catamarans, bateau de pêche, bâtiments ...), dont la durée s'étale de sept à vingt ans et qui peut même aller jusqu'à trente ans.

c. Crédit-bail« le leasing »

Selon l'article 1 de l'ordonnance n°96-09 relative au crédit-bail« *Le crédit-bail ou leasing, objet de la présente ordonnance, est une opération commerciale et financière :*

- *Réalisée par les banques et établissements financiers, ou par une société de crédit-bail légalement habilitée et expressément agréée en cette qualité, avec des opérateurs économiques nationaux ou étrangers, personnes physiques ou personnes morales de droit public ou privé ;*
- *Ayant pour support un contrat de location pouvant comporter ou non une option d'achat au profit du locataire ;*

• *Et portant exclusivement sur des biens meubles ou immeubles à usage professionnel ou sur fonds de commerce ou sur établissements artisanaux* »(art1 ordonnance n°96-09 relative au crédit bail , 1996).

C'est un mode de financement des investissements qui est né aux USA au moment de la guerre de Corée, introduit depuis 1996 en Algérie.

L'opération de crédit-bail se présente comme un contrat de location d'un bien mobilier ou immobilier pour une durée irrévocable assortie d'une promesse de vente.

d. Financement du commerce extérieur

Les banques offrent aux importateurs et exportateurs des crédits soumis aux règles et usances uniformes de la chambre de commerce internationale pour sécuriser les transactions d'importations et d'exportations des biens et services par la mise en place des techniques de paiement à l'international à savoir :

- **Le crédit documentaire** : est une technique par laquelle une banque émettrice répond à la demande du donneur d'ordre (importateur) pour le règlement d'un bénéficiaire (exportateur) à travers l'intermédiaire d'une banque notificatrice qui notifie le crédit à ce dernier dans un délai déterminé.
- **La remise documentaire** : c'est une méthode par laquelle une banque remet des documents commerciaux et financiers (lettre de change) au fournisseur et (titres de propriété, factures, certificat de transport...) pour le client afin de permettre l'échange de marchandise entre eux.

1.4 Le rôle d'un crédit bancaire

Selon l'auteur Petit-Dutaillis « *Le crédit est un moteur de l'économie, c'est un facteur important du développement des entreprises. Il permet de faire face à tous les décalages entre les recettes et les dépenses quelques soient leurs origines. Le crédit joue un rôle considérable dans les économies modernes car il :*

- *Permet d'accroître la qualité de production ;*
- *Met à la disposition d'une personne un pouvoir d'achat immédiat, ce qui facilite les échanges entre les entreprises et les particuliers ;*
- *Permet d'assurer la continuité dans un processus de production et de commercialisation ;*

-Est un moyen de création monétaire »(Petit-Dutaillis, Le risque du credit bancaire)

Parallèlement a ce qui précède, le crédit bancaire est un outil d'intermédiation ;

- Pour un particulier, le crédit bancaire permet de financer ses dépenses courantes et ses besoins en équipements tels que voiture, logement ...
- Il permet de financer les investissements de l'entreprise et acquérir des nouveaux équipements et matériels qui s'adaptent aux nouvelles technologies pour améliorer la qualité et booster la production en quantité qui contribue au renforcement de l'économie.

Cette augmentation du niveau de productivité engendre une baisse des prix ou une augmentation des salaires des employés ainsi une amélioration du pouvoir d'achat de ces derniers.

La hausse du pouvoir d'achat pousse les consommateurs à dépenser et cela engendrera une augmentation de la demande globale et une baisse du taux de chômage grâce a la création de l'emploi.

- L'accord d'un crédit bancaire conduit à une augmentation de la masse monétaire en circulation par un simple jeu d'écriture auprès de la banque centrale.

2. Section 02 Préparation et octroi d'un crédit d'investissement

Pour bénéficier d'un crédit bancaire, l'entreprise doit présenter un dossier complet renfermant la documentation nécessaire concernant son identité, son projet concrétisé par une étude technico-économique.

2.1 Les documents constitutif du dossier de crédit d'investissement

Les documents exigés pour la constitution d'un dossier de crédit d'investissement peuvent varier selon la nature de l'investissement projeté et l'ancienneté de la relation Banque-Client. Cependant, une liste de documents est commune pour tous les types d'investissement.

Le banquier a le droit d'exiger à son client tout document jugé utile et nécessaire pour l'étude de la demande de crédit présentée par le client. Parmi ces documents, on peut citer :

- Une demande de crédit d'investissement écrite, datée et dûment signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- Copie de pièce d'identité biométrique ;
- Une copie certifiée conforme de la déclaration d'investissement enregistrée auprès de l'Agence Nationale du Développement de l'Investissement pour le secteur privé ;
- Une copie de la décision d'octroi d'avantages fiscaux et parafiscaux de l'ANDI éventuellement ;
- Une copie certifiée du registre de commerce, du récépissé de dépôt ou tout autre autorisation ou agrément d'exercice (éventuellement une carte artisanale) ;
- Une copie certifiée conforme des statuts pour les personnes morales ;
- Une copie certifiée conforme du BOAL ;
- Un acte de propriété ou bail de location du terrain et / ou des locaux utilisés pour l'activité de l'entreprise ;
- Accusé de réception de dossier.

2.1.1 Les documents comptables, fiscaux et parafiscaux

- Les trois derniers bilans définitifs et TCR des exercices clos, y compris leurs annexes réglementaires, signés par une personne habilitée pour les entreprises en activité ;
- Pièces fiscales et parafiscales apurées et datant de moins de trois mois pour les entreprises en activité, et déclaration d'existence pour les entreprises n'ayant pas encore exercé.

2.1.2 Les documents économiques et financiers

- Une étude technico-économique du projet ;
- Facture pro forma et / ou contrat commercial récents pour les équipements à acheter localement ou à importer ;
- Etat descriptif et estimatif des travaux de génie civil et bâtiments à acheter réalisés et restant à réaliser, établi par un bureau d'architecture agréé ;
- Tout justificatif des dépenses déjà réalisées dans le cadre du projet.

2.1.3 Les documents techniques

- Permis de construire en cours de validité ;
- Plan de masse et situation du projet à réaliser ;
- Plan d'architecture et charpente ;

- Etude géologique du site et autorisation de concession délivrée par l'autorité compétente pour les projets de carrières ;
- Etude et analyse de la qualité du gisement pour les projets de production des matériaux de construction et autres.

2.2 La demande de crédit auprès de la banque

Pour obtenir un crédit auprès d'une institution financière, Une demande de prêt doit être introduite au niveau de ses services comportant les documents détaillé dans la section précédente.

Cette documentation permet à la banque de mieux connaître le client s'il s'agit d'une nouvelle relation, sa situation financière, avoir une idée sur le projet et ses perspectives de développement en ciblant les points forts et les avantages qu'il procure à l'économie nationale et ses retombées positives en terme de création d'emplois et de création de richesse.

2.2.1 La prise de connaissance du client avec sa banque

Faire une demande de crédit nécessite une prise de connaissance entre la banque et le client souhaitant bénéficier d'un crédit qui répond à ses besoins en fournissant un dossier complet et détaillé de la situation financière de l'entreprise pour convaincre le comité de crédit pour une prise de décision favorable.

Cette prise de connaissance est nécessaire pour la banque pour savoir en quelle catégorie se classe le demandeur du crédit.

La demande d'un nouveau client doit être examinée soigneusement en matière de capacité de remboursement, sa situation financière passée, ses garanties et sa situation personnelle pour éviter tout risque du non remboursement de l'emprunt.

S'il s'agit d'un ancien client, la banque dispose des éléments d'appréciations qui lui permettent d'apprécier sa demande sans difficulté aucune ainsi il doit actualiser les informations que dispose la banque et fournir toutes pièces nécessaires pour compléter son dossier.

La demande du client doit être réceptionnée au niveau de l'agence accompagnée des documents constitutifs du dossier.

Ce dernier doit être étudié d'une manière approfondie sur le projet et l'entreprise par un chargé d'étude qui maîtrise les aspects comptables et l'analyse financière.

Aussi la banque peut refuser une demande de crédit pour un motif de saturation du marché au vue du nombre d'entreprises en activité dans un secteur donné.

2.2.2 L'étude du dossier de crédit

L'étude de dossier du demandeur du crédit va porter sur l'environnement économique, l'aspect juridique, l'aspect financier et l'aspect fiscal en analysant plusieurs éléments à savoir:

- Les aspects juridiques de l'entreprise (forme de l'entreprise, le capital, les associés ...)
- L'activité(production, commercialisation...);
- L'environnement (le marché, les clients, les prix...);
- La relation bancaire (ancien ou nouveau client);
- Type de financement (crédit d'investissement, crédit d'exploitation...);
- La situation financière de l'entreprise (bilan, comptes de résultats...);
- Les garanties proposées par le demandeur du crédit;
- La situation fiscale.

a. L'étude de viabilité du projet

Faire une évaluation du projet consiste à analyser sa viabilité et sa faisabilité sur le terrain en analysant le marché pour connaître le niveau de la demande et l'existence effective d'une clientèle en volume suffisant pour justifier la réalisation d'un projet d'investissement, le prix de vente prévus par l'entreprise qui doit tenir compte de la concurrence et la qualité ,l'implantation de l'entreprise, la justesse de choix des techniques adoptés, les moyens de distributions et les couts d'acquisition des investissements...

Tous ces rapports sont tirés et analyser a partir de l'étude technique-économique fournie par le client.

La banque consolide son analyse en se basant sur les données du marché et l'environnement dans lequel l'entreprise doit évoluer vis-à-vis de la concurrence et des conditions générales du segment d'activité recherché.

➤ L'analyse du marché

C'est un ensemble de méthodes et d'instruments qui consistent à s'assurer de l'existence d'un marché, qui permettra de commercialiser les biens et services de l'entreprise selon la demande de la clientèle.

Les banquiers peuvent se repérer à l'étude de la documentation statistique publiée par les organismes officiels ainsi que les enquêtes sur les terrains pour obtenir directement des informations sur la demande et l'offre passée, présente et future des biens et services auprès des intervenants sur le marché et les consommateurs.

➤ **L'analyse commerciale**

Le but de toute nouvelle entreprise est d'atteindre facilement une part d'un marché et d'attirer de nouveaux clients, la mise en place d'une stratégie commerciale efficace et complète est basée sur des outils de marketing mix et la politique des 4P de Jérôme McCarthy.

Figure 2 Les 4P de McCarthy



Source : réalisée par nous-même à partir d'une revue de la littérature

Commentaire

Les 4P de Jérôme McCarthy représentés dans ce schéma, sont des éléments sur lesquels un responsable doit réfléchir pour la réalisation de ses objectifs, et un banquier pour vérifier la vraisemblance des données et des chiffres représentés par un emprunteur.

❖ **Product (produit)**

Le premier P désigne le produit que l'entreprise va le proposer à sa clientèle, soit des biens de consommation finale, des biens intermédiaires ou des biens d'équipement.

En matière de produit il s'agira de s'intéresser aux :

- La nature du produit (biens, services) ;
- Le type de produit (matière première, produits finis...) ;
- Les caractéristiques, fonctionnalités et particularités du produit ;
- Le design et le conditionnement du produit ;
- La qualité et la gamme du produit ;
- Le cycle de vie du produit.

❖ **Price (prix)**

Le second P représente le montant que le consommateur est prêt à verser pour acquérir le produit ou service offert par une entreprise.

Tout entrepreneur doit faire face à deux situations, fixer un prix à la fois acceptable pour la clientèle et profitable pour l'entreprise.

Certaines entreprises décident de vendre des produits de haute gamme avec des marges élevés mais des ventes réduites, contrairement aux autres entreprises qui fixent des prix abordables et accessibles pour générer des profits assez faibles.

En matière de prix, il faudra penser :

- À l'offre et la demande ;
- Au positionnement de la qualité du produit ;
- Aux coûts de revient et les bénéfices réalisés ;
- Aux prix des concurrents ;
- Aux coûts de production.

❖ **Place (distribution)**

La distribution est l'ensemble de moyens permettant la mise en disposition des biens et services produits par une entreprise aux différents consommateurs.

Le mode et le réseau de distribution du produit sont la base du bon marketing qui permettra de se positionner sur le marché et de se lancer à l'international.

Différentes stratégies de distribution peuvent être adoptées, par exemple :

- La vente en magasins ou grandes surfaces ;
- La vente à domicile ;
- La vente en Click & Collect.

Aujourd'hui les entreprises ont gagné de nouveaux canaux de vente via l'internet par le biais de boutique en ligne ou de plates formes d'enchères et grâce aux annonces publicitaires sur les réseaux sociaux qui facilitent la vente et l'achat entre le vendeur et l'acheteur.

Parmi les modes de distribution on relève :

- Le canal direct : le producteur distribue directement sa marchandise au consommateur.
- Le canal indirect : le producteur fait appel à un ou plusieurs intermédiaires (grossistes, grandes surfaces, détaillants) pour distribuer ses produits.

❖ **Promotion**

La voix et l'image de la marque doivent être transmises aux clients à travers des actions marketings basés sur la créativité, on cite :

- La publicité via des supports publicitaires ;
- Le sponsoring et les concours ;
- Les salons expositions nationaux et internationaux ;
- La promotion des ventes.

➤ **L'Analyse technique**

L'étude technique du projet répond aux questions suivantes :

- Quels sont les besoins de l'entreprise pour produire un bien ou service ?
- Avec quel processus de production ?
- Avec quels moyens ?
- Et dans quelles zones géographiques peut être implantée cette unité de production ?

b. La rentabilité et la solvabilité financière du projet

Avant tout choix de financement, il est nécessaire de s'assurer de la solvabilité de l'entreprise et la rentabilité du projet à travers une analyse faite sur l'ensemble des documents comptables et financier de l'entreprise en besoin de financement.

L'étude de solvabilité de l'entreprise permet d'offrir une garantie aux institutions financières en fonction de sa capacité à gérer et rembourser ses dettes.

➤ **L'analyse financière**

Selon Elie COHEN l'analyse financière constitue « *un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, aux niveaux et à la qualité de ses performances* » (Cohen, 1997).

L'analyse financière consiste à se renseigner sur la santé financière d'une entreprise notamment en matière de solvabilité et rentabilité, à partir de l'étude approfondie des documents comptables annuels de plusieurs exercices successifs à savoir le bilan comptable, le tableau des comptes de résultat et les annexes.

➤ **Objectifs de l'analyse financière**

Elle a des objectifs clairs :

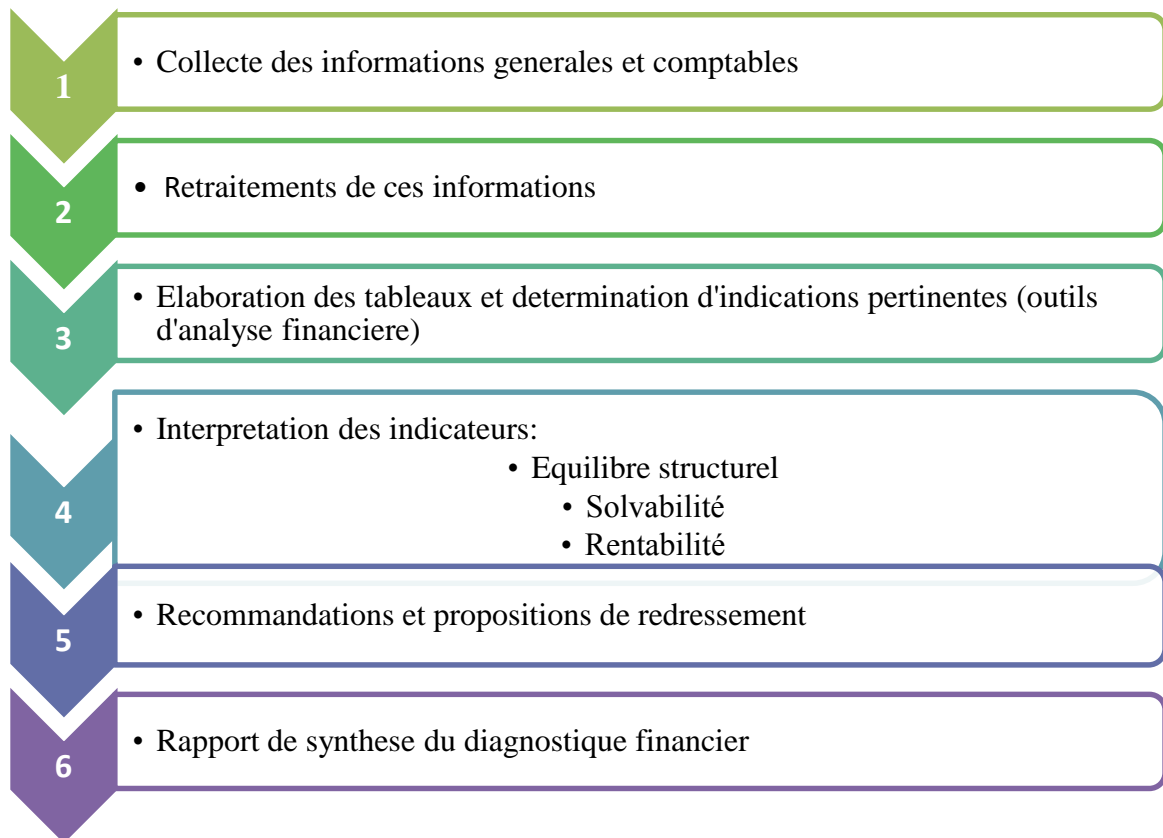
- Étudier la formation du résultat : analyse de la marge, création et évolution du chiffre d'affaires, calcul du seuil de rentabilité... ;
- Analyser la structure financière et les actifs : détail des immobilisations, BFR, méthodes de financement utilisées, capacité d'autofinancement... ;
- Mesurer la rentabilité de l'entreprise ;
- Analyse de l'aptitude de l'entreprise à assurer sa solvabilité ;
- Evaluation des risques ;
- Dégager les points forts et points faibles de l'entreprise ;

❖ **La démarche de l'analyse financière**

Selon le site *compta online* « *La démarche d'analyse financière passe généralement par deux étapes, une analyse qualitative consistant à recueillir et analyser les informations économiques et stratégiques et une analyse quantitative qui analyse les états financiers de l'entreprise* ». (Analyse financière d'une entreprise : les étapes)

On constate que pour réaliser une analyse financière à une entreprise, il est intéressant de se focaliser sur l'étude de sa partie chiffrée (ses états financiers) en recueillant les informations nécessaires pour cette étude.

Figure 3 La démarche du diagnostic financier



Source : K. HAMDI, « Le diagnostic financier », édition Es-Salem, Alger, 2001, page. 22.

Commentaire

Le schéma ci-dessus rappelle les différentes étapes du diagnostic financier que tout analyste doit respecter pour une meilleure vision de la solvabilité de l'entreprise et sa rentabilité.

- **Le passage du bilan comptable au bilan financier**

Le bilan comptable représente un document de synthèse qui reflète l'image réelle d'une entreprise à la clôture d'un exercice comptable et qui respecte la loi de la partie double, actif=passif.

Le bilan financier est créé à partir d'un bilan comptable réorganisé en fonction du degré de liquidité de l'actif et d'exigibilité du passif pour bien analyser la valeur patrimoniale de l'entreprise (ce qu'elle détient et ce qu'elle peut vendre).

Parmi les comptes figurant dans l'actif du bilan nous citons :

- L'actif fixe (l'actif immobilisé) regroupe tous les biens incorporels, corporels et financiers que possède l'entreprise.

- L'actif circulant représente tous les éléments les plus liquides, à citer les stocks (valeurs d'exploitation), les créances (valeurs réalisables) et les disponibilités (valeurs disponibles).

Parmi les comptes figurants dans le passif du bilan nous citons :

Les capitaux permanents regroupent :

- Les capitaux propres à l'entreprise et à ces associés ainsi que le résultat, les réserves et les provisions pour charges et risques ;
- Ils comprennent également les dettes à long moyen terme ayant une exigibilité longue.

Le passif courant regroupe :

- Toutes les dettes à court terme qui figurent dans le bas du bilan (emprunts à moins d'un an).

Pour la banque le retraitement du bilan est nécessaire pour une meilleure visibilité des chiffres contenus dans les documents comptables, le classement des données suivant une méthodologie propre à l'étude et à l'analyse des états qui donne une image plus précise de la situation financière de l'entreprise pour une prise de décision basée sur des tableaux comparatifs comptables et financiers.

Les retraitements nécessaires de l'actif du bilan sont :

L'actif fictif représente un élément qui doit être comptabilisé à l'actif du bilan comptable pour des raisons comptables mais qui n'a pas de valeur sur le marché et donc à éliminer du bilan financier. Il s'agit principalement des frais d'établissement, des frais de recherche et développement, des primes de remboursement des obligations et des charges à répartir sur plusieurs exercices.

Les écarts de conversion-actif résultent de conversion des dettes et créances libellées en devise qui doivent être comptabilisé en monnaie nationale selon les normes de comptabilité à la clôture de l'exercice comptable, ils correspondent à des pertes latentes de change retrancher des capitaux propres et transférer à l'actif de moins d'un an ;

Les charges et produits constatés d'avance sont des dépenses qui n'ont pas été payés ils doivent être ventilés au bilan fonctionnel selon les informations des annexes ;

Puisqu'un **fonds de commerce** n'a pas une valeur vénale (réelle) et justifié donc il est à éliminer du bilan financier ;

Les effets escomptés non échus et les valeurs mobilières de placement peuvent être vendus facilement si l'entreprise a un besoin en fonds de roulement donc elles sont à rattacher aux créances à moins d'un an ;

Le capital souscrit non appelé est considéré comme une non-valeur pour l'entreprise qui doit donc être retranché de l'actif et des capitaux propres lors de l'analyse du bilan financier ;

Le stock outil est un stock à un caractère durable donc il doit être classé en actif immobilisé.

Les retraitements nécessaires du passif du bilan :

Les provisions pour risques et charges sont reclassées en passif (à court ou à long terme) selon la date de probables de la réalisation du risque ou charges si elles sont justifiées, dans le cas des provisions non justifier ce sont considérer comme des réserves ;

Pour les capitaux propres, il convient de répartir le résultat comptables (les dividendes) aux associés en dette à court ou long terme en fonction de l'échéance de distribution, la partie non distribuer est reclassée en réserve.

En cas de non distribution le résultat est ajouté au report à nouveau ;

Les comptes courants des associés lorsqu'ils sont bloqué doivent être assimilé à des capitaux propres, s'ils sont libres de remboursement à tout moment, ils demeurent de la trésorerie passive ;

Les écarts de conversion-passif correspondent à des gains latents de change doivent être ajoutés aux capitaux propres.

Les impôts latents sont considérés comme des dettes à long ou à court terme selon leurs échéances.

L'analyse financière s'appuie essentiellement sur les états financiers de l'entreprise qui reflètent son image fidèle en terme de santé financière.

Après la collecte des informations et l'établissement des tableaux essentiels au diagnostic financier, le banquier doit étudier la situation financière de l'entreprise à travers des techniques basés sur :

- L'étude des bilans, dans ses grandes masses après les retraitements effectués sur certains postes ;
- Analyse des comptes de résultat et le calcul des soldes intermédiaires de gestion ;

- L'application des techniques d'analyse comme les ratios et les critères de rentabilité du projet.

Pour clôturer le diagnostique financier, la rédaction d'un rapport de synthèse est établie sur la structure financière de l'entreprise notamment en matière de solvabilité et rentabilité.

➤ **La décision finale et la mise en place du crédit**

Cette étape est très importante car elle nécessite une étude minutieuse et approfondie du dossier du demandeur du crédit et elle n'est prise qu'après la collecte de plusieurs avis émanant de plusieurs niveaux :

Au niveau de l'agence : malgré l'absence du pouvoir décisionnel de l'agence, l'avis du chargé d'étude du dossier est théoriquement pris en compte par la direction, étant donné de la relation directe qui lie le demandeur et le banquier.

Au niveau du groupe régional d'exploitation : dans la limite de ses pouvoirs, la décision du groupe d'exploitation est prononcée par le comité de crédit après une deuxième étude de la synthèse présentée par l'agence.

Le procès-verbal du comité étant établi avec un avis favorable émis, le chargé d'étude au niveau de la direction, procède à l'établissement de l'autorisation du crédit qui sera transmise à l'agence.

Elle comporte les informations nécessaires à l'agence pour la mise en place du crédit et son suivi. Elle comporte :

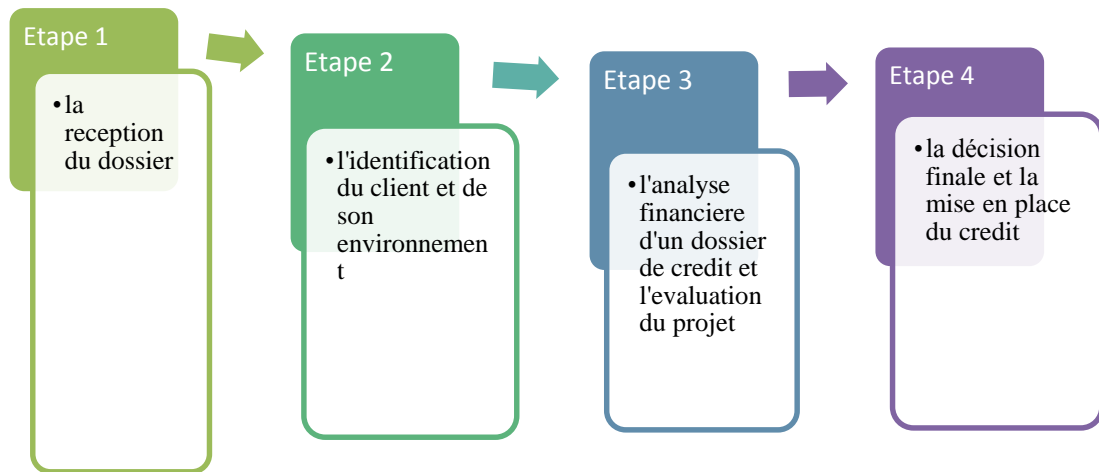
- Les crédits autorisés précisant leurs formes, montants, et échéances ;
- Les conditions de mise en place ;
- Les garanties.

Lorsque le crédit sollicité dépasse le pouvoir du groupe régional d'exploitation, le dossier doit être envoyé à la direction centrale pour une décision finale.

Il n'existe pas de droit de crédit, les banques sont libres d'accepter ou de refuser une demande d'octroi de crédit.

❖ Le déroulement de l'opération de demande de crédit

❖ Figure 4 Le déroulement de l'opération de demande de crédit



Source : réalisée par nous même a partir d'une revue de la littérature

Commentaire

Ce schéma reprend l'acheminement de l'opération d'une demande de crédit bancaire étape par étape.

Conclusion du chapitre I

A partir de ce qui a été développé dans ce chapitre, nous avons constaté l'importance du crédit bancaire contracté par les entreprises en besoins de financement pour la réalisation leurs projets d'investissements, et son influence sur le développement économique d'un pays.

La banque joue un rôle très important car elle met en relation deux agents économiques, en collectant les dépôts des agents à capacité de financement et les transformer en des crédits bancaires spécifiques a chaque nature de besoin d'un emprunteur.

Enfin, le banquier doit s'assurer de la viabilité du projet qu'il envisage a le financer et maitriser la notion de l'analyse financière qui porte sur le traitement et l'interprétation des différents états financiers obéissant à des règles de présentation et de classement unifiées pour toutes les entreprises, à travers une étude approfondie de la situation financière et patrimoniale de l'entreprise, de ses capacités de remboursement, et de la rentabilité de projet lui-même, par la mise en place de certaines techniques et outils nécessaires pour prendre une décision finale au financement de cette entreprise et c'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant.

Chapitre II

Les outils d'analyse financière permettant d'évaluer un crédit d'investissement

Introduction du chapitre II

Pour le banquier, l'octroi d'un crédit par l'emprunteur comporte un risque d'insolvabilité et donc le non remboursement du crédit.

Pour cela le diagnostic financier de l'entreprise constitue une base essentielle a fin de mener des analyses plus réelles sur la santé financière de l'entreprise en besoin de financement a partir des informations collectées par le banquier qui seront traité pour vérifier :

- La pérennité et la prospérité de l'entreprise ;
- Sa rentabilité à long terme ;
- La disposition des fonds nécessaires pour assurer sa solvabilité ;
- L'équilibre financier de l'entreprise.

C'est à partir de l'analyse de ces éléments que la banque obtient une vue d'ensemble sur les états financiers d'une entreprise qui lui permette de mettre une décision finale pour la mise en place ou non du crédit bancaire a l'emprunteur.

1. Section 01 L'analyse de l'équilibre financier

Lorsqu'une entreprise est en mesure de régler ses dettes à l'échéance sans recourir au découvert bancaire, dans ce cas-là, l'équilibre financier est réalisé et donc c'est une entreprise solvable.

Le Fonds de Roulement Net (FRNG), le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et la Trésorerie Nette (TRN), sont les indicateurs indispensables pour l'analyse de l'équilibre financier.

Le calcul de ces indicateurs est fait à partir d'un état financier particulier, qui est le bilan financier.

1.1 Le fonds de roulement net global (FRNG)

C'est un indicateur financier qui représente l'excédent des capitaux permanents sur la valeur des immobilisations (actif fixe), autrement dit il représente la somme dont dispose l'entreprise pour payer son actif courant après le financement de son actif fixe.

On peut calculer le FRN à partir des éléments figurants dans le haut ou le bas du bilan.

Par le haut du bilan

$$\text{FRNG} = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actif Immobilisé}$$

Par le bas du bilan

$$\text{FRNG} = \text{Actif Circulant} - \text{Dettes à Court Terme}$$

Ces deux manières de calculer le fonds de roulement, « par le haut » ou « par le bas » donnent, bien évidemment un résultat équivalent, compte tenu du principe selon lequel le total de l'Actif est toujours équivalent au total du Passif.

Tableau 1 Le bilan financier

	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>
Le haut du bilan	<p><u>Actif fixe (AF)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les immobilisations 	<p><u>Capitaux permanent (KP)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Capitaux propres • Subventions pour investissements • Provision pour risques et charges • Dettes à long terme
Le bas du bilan	<p><u>Actif circulant (AC)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Valeur d'exploitation • Valeur réalisable • Valeur disponible 	<p><u>Dettes à court terme (DCT)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dettes fournisseurs • Dettes fiscales et sociales • Les dettes financières

Source : réalisé par nous même a partir d'une revue de la littérature

L'interprétation du FRN

Trois cas de figure peuvent se présenter :

- **FRN positif**

Signifie que l'entreprise a pu financer l'intégralité de ses actifs fixes à partir de ses capitaux permanents, en dégagant un excédent qui va lui permettre de faire face à des risques à court terme, donc on peut dire qu'elle dispose d'une marge de sécurité.

- **FRN négatif**

Signifie au contraire que l'entreprise a dû affecter des dettes à court terme au financement d'une partie de ses investissements. Elle ne dispose alors d'aucune marge de sécurité à court terme.

- **FRN nul**

C'est-à-dire que l'entreprise a pu financer la totalité de ses actifs fixes par la totalité de ses capitaux permanents (une harmonisation de la structure des ressources et celle des emplois) sans dégager une marge de sécurité.

1.2 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Les opérations d'exploitations entraînent un décalage entre les besoins et les moyens de financement, et par conséquent l'entreprise se trouve face à une situation où le besoin en fonds de roulement est positif.

Le besoin en fonds de roulement se calcule comme suit :

$$\text{BFR} = \text{valeurs d'Exploitations} + \text{Valeurs Réalisables} - (\text{Dettes à Court Terme} - \text{Trésorerie Passif})$$

L'interprétation du BFR

- **BFR positif**

Les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources d'exploitation. L'entreprise doit alors financer ses besoins à court terme par l'intermédiaire de son fonds de roulement ou de ses dettes financières.

- **BFR négatif**

Avoir un BFR négatif c'est plutôt un bon signe. Les ressources d'exploitation sont supérieures aux emplois d'exploitation. L'entreprise n'a alors pas de besoin financier et l'excédent généré permettra d'alimenter sa trésorerie nette et soutenir son investissement.

- **BFR nul**

Les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois d'exploitation. L'entreprise n'a pas de besoin financier mais ne dispose non plus d'excédent financier.

1.3 La trésorerie nette (TN)

Selon l'auteur Hubert de la Bruslerie « *L'équilibre financier fonctionnel résulte de la confrontation du fonds de roulement et du besoin de financement d'exploitation. La trésorerie apparaît comme la résultante de cet équilibre* » (Bruslerie, 2014)

Alors, la trésorerie nette est liée principalement à deux notions fondamentales, le fonds de roulement net et le besoin en fonds de roulement.

Le premier représente l'effort fait par l'entreprise pour faire face au financement des besoins générés par son activité d'exploitation avec des capitaux permanents, le second représente le montant des besoins d'exploitation et hors exploitation non couvert par les ressources d'exploitation et hors exploitation.

La trésorerie nette représente financièrement la différence entre le fonds de roulement net et le besoin en fonds de roulement.

Voici donc la formule de calcul de la trésorerie nette selon deux méthodes équivalentes :

$$\text{TR} = \text{Fonds de roulement net} - \text{Besoin en fonds de roulement}$$

$$TR = \text{Valeurs Disponibles} - \text{Trésorerie passif}$$

Interprétation de trésorerie nette

➤ Trésorerie positive

Les ressources de l'entreprise permettent de couvrir la totalité de ses besoins en fonds de roulement et elle a pu dégager un excédent qu'on trouve dans sa disponibilité.

➤ Trésorerie nulle

La situation financière de l'entreprise est équilibrée, les emplois sont financés par la totalité des ressources (pas d'excédent). Cette situation mène l'entreprise à un déséquilibre au niveau de la trésorerie à tout moment.

➤ Trésorerie négative

Dans ce cas l'entreprise ne dispose pas de ressources suffisantes pour financer l'intégralité de ses besoins.

Elle doit négocier des délais de règlement plus court avec ses clients et plus longs avec ses fournisseurs ou alors trouver une nouvelle source de financement pour financer le solde restant.

2. Section 02 L'analyse par la méthode des ratios financiers

L'analyse par la méthode des ratios figure parmi les instruments essentiels de l'analyse financière d'une entreprise. Le choix de calcul des ratios dépend de la nature, la taille et l'activité de l'entreprise, et les utilisateurs des états financiers.

2.1 Définition du ratio

D'après l'auteur Bruno Bachy un ratio financier se représente comme « *un rapport entre deux données économiques qui vise à porter une appréciation sur la structure ou la performance de l'entreprise. Les ratios financiers ne sont pas normés, il est donc nécessaire de définir précisément le mode de calcul avant de mener une analyse ou une comparaison* ». (Bachy, 2021)

D'une autre manière, un ratio financier représente un rapport entre deux grandeurs économiques (indicateurs) utilisés par des dirigeants, des investisseurs ou des institutions financières dans le cadre d'une évaluation de la situation financière d'une entreprise et d'apporter des jugements sur ces indicateurs.

2.2 Les types des ratios financiers

Les banques utilisent des ratios financiers spécifiques à chaque type de crédit après un examen des informations financières pour comprendre la santé et la performance d'une entreprise à fin de prendre une décision d'accord du crédit ou non.

2.2.1 Les ratios de structure financière

Ils mettent en rapport les données du bilan afin d'apprécier les équilibres financiers.

a. Ratio de financement permanent (ratio de fonds de roulement)

C'est un ratio qui permet de donner une information sur le fond de roulement de l'entreprise, car il permet de mesurer en pourcentage sa capacité à couvrir ses investissements par ses capitaux permanents.

$$\text{❖ Capitaux permanents / actif immobilisé} \geq 1$$

b. Ratios de financement propres

Il s'agit de s'assurer que l'entreprise peut financer 50% de son actif immobilisé par ses propres capitaux.

$$\text{❖ Capitaux propres / actif immobilisé} \geq 0.5$$

c. Ratio de financement des investissements

On calcule ce ratio pour savoir l'importance des investissements de l'entreprise (la part des immobilisations sur l'ensemble du bilan).

-Dans le cas d'une entreprise industrielle le ratio doit être supérieur à 50%.

$$\text{❖ Actif Fixe / Total bilan} \geq 0.5$$

-Contrairement à une entreprise commerciale c'est normal d'avoir un ratio inférieur à 50%.

$$\diamond \text{ Actif Fixe / Total bilan } \leq 0.5$$

d. Ratio d'autonomie financière

L'autonomie financière mesure le degré d'indépendance d'une entreprise vis-à-vis de ses créanciers.

$$\diamond \text{ Capitaux Propres / Total des Dettes } \geq 1/3$$

e. Ratios d'endettement net (Gearing)

C'est un ratio calculé par les banques pour évaluer la solidité de la structure financière d'une société (l'endettement total d'une entreprise par rapport aux sommes investies au départ par les propriétaires) et sa capacité à rembourser ses dettes via ses capitaux propres.

$$\diamond \text{ Endettement net / capitaux propres}$$

L'endettement net correspond à la somme des dettes à court, moyen long terme en soustrayant la liquidité de l'entreprise (la trésorerie nette).

f. Ratio de liquidité générale

Cet indicateur représente le degré de la capacité de l'entreprise à régler ses dettes à court terme par son actif circulant.

$$\diamond \text{ Actif Circulant / Dettes à Court Terme } \geq 1$$

g. Ratio de liquidité réduite

Il représente le degré de la capacité de l'entreprise à régler ses dettes à court terme par ses créances et disponibilités.

$$\diamond \text{ (Valeurs Réalisables + Valeurs Disponibles) / Dettes à Court Terme}$$

-Il doit être entre 0.3 et 0.5.

h. Ratio de liquidité immédiate (Acid test ratio)

Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme par ses valeurs disponibles, il permet d'avoir un portrait plus juste de la situation car il ne prend pas en considération les stocks qui sont moins liquides que les disponibilités.

$$\diamond \text{ Valeurs Disponibles/ Dettes a Court Terme}$$

-Il doit être entre 0.2 et 0.3.

2.2.2 Les ratios de gestion (d'activité)

Ils mettent en rapport les postes du bilan et les postes du compte de résultat pour analyser l'évolution de l'activité de l'entreprise.

a. Délai de rotation des stocks

Il mesure la durée d'écoulement des stocks de l'entreprise.

-Pour les entreprises industrielles et de transformation de marchandise :

$$\bullet \text{ Stock moyen/ consommation de matière première} * 12m \text{ ou } 360j$$

-Pour les entreprises commerciales :

$$\bullet \text{ Stock moyen / achat de marchandises vendues} * 12m \text{ ou } 360j$$

b. Délai de rotation des crédits clients

Le calcul de ce ratio permet d'estimer la durée moyenne des délais accordés aux clients.

$$\bullet \text{ Clients et compte rattachés + EENE/ Chiffre d'affaire(TTC)} * 12m \text{ ou } 360j$$

Effet escompté non échue (EENE) : c'est un effet de commerce rattaché à une créance dont l'échéance n'est pas arrivée.

c. Le délai de rotation des crédits fournisseurs

Il représente la durée moyenne des délais accordés aux fournisseurs ou d'une autre façon au bout de combien de temps l'entreprise règle ses dettes fournisseurs.

- **Fournisseurs et comptes rattachés / achat (TTC)*12m ou 360j**

Remarque

Pour que l'entreprise puisse régler ses dettes fournisseurs par les crédits accordés à ses clients il faut que :

- Délai de rotation des crédits clients < délai de rotation des crédits fournisseurs.

Si l'entreprise ne pourra pas payer ses dettes dans le délai que le fournisseur a lui accordé, elle peut recourir à son fonds de roulement net au pire des cas ou à ses découverts bancaire.

2.2.3 Les ratios de rentabilité

Ils mettent en rapport les résultats, le chiffre d'affaires et les capitaux afin de mesurer les rentabilités économiques et financière de l'entreprise.

a. Ratio de rentabilité financière

La rentabilité financière est un indicateur financier qui sert à évaluer la capacité d'une entreprise à dégager des profits grâce aux capitaux propres apporté par ses actionnaires.

Ce ratio peut être trompeur si on divise un chiffre négatif par un autre qui va nous donner un résultat positif, pour cela le banquier ou bien l'analyste financier doit faire une vérification des chiffres.

- ❖ **Résultat net/capitaux propres**

b. Ratio de rentabilité économique

Il mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs.

❖ **Excédent brut d'exploitation/ capitaux permanents**

c. Ratio de rentabilité commerciale (générale)

Il mesure la capacité de l'entreprise à réaliser une marge bénéficiaire à partir de son chiffre d'affaire.

Une bonne marge bénéficiaire se dépend de plusieurs facteurs : la taille, le secteur et la région. Toute marge bénéficiaire qui dépasse la moyenne du secteur est bonne.

❖ **Résultat net / Chiffre d'Affaire**

d. Effet de levier financier

C'est un indicateur qui intéresse les banques car il permet de savoir l'impact de la dette sur la rentabilité financière.

❖ **Ratio de rentabilité financière- ratio de rentabilité économique**

L'endettement est favorable si l'effet du levier financier est positif, c'est-à-dire que si l'entreprise continue à s'endetter, la rentabilité financière augmente.

Les créanciers s'intéressent beaucoup plus au ratio de rentabilité financière car il est basé sur le résultat net contrairement au celui de rentabilité économique qui se calcul à partir du résultat brut.

3. Section 03 L'analyse des soldes intermédiaires de gestion

Le compte de résultat de l'entreprise, le détail des comptes ainsi que les soldes intermédiaires de gestion sont les documents nécessaires pour l'analyse de l'activité de l'entreprise afin d'apprécier la croissance de l'entreprise et sa capacité à dégager des profits.

3.1 Définition de SIG

Les soldes intermédiaires de gestion sont construits à partir des postes du compte de résultat de l'entreprise. Ils sont considérés comme un outil de pilotage de la gestion de l'entreprise car ils permettent d'étudier ses différents résultats détaillés afin de dégager ses points faibles et les améliorer.

3.2 Les différentes rubriques du tableau des soldes intermédiaires de gestion

3.2.1 Le chiffre d'affaire

C'est un élément clef qui représente le montant des ventes des biens et/ou services réalisé par une entreprise lors de l'exercice de son activité courante.

Sa formule :

$$\text{❖ CA} = \text{Vente de marchandise} + \text{production vendue} + \text{prestations fournies}$$

La banque analyse le chiffre d'affaire d'une entreprise pour avoir une idée sur son évolution et les facteurs contribuant à cette évolution puis le comparer avec d'autre entreprise activant dans le même secteur d'activité.

3.2.2 La marge commerciale

Seulement les entreprises commerciales ou celles ayant une activité commerciale sont concernées par cette rubrique qui sert à mesurer les ressources d'exploitation de l'entreprise.

Sa formule :

$$\text{❖ MC} = (\text{vente} - \text{achats}) \text{ de marchandise} + \text{variation des stocks}$$

Une marge commerciale positive est un bon signe pour l'entreprise et pour une banque qui envisage à prêter de l'argent a celle-ci car elle fournit une information sur le bénéfice que génère une entreprise en vendant ses produits et services.

3.2.3 La production de l'exercice

Englobe la production destinée à des besoins d'immobilisation, de stockage ou déstockage et de vente.

Sa formule :

$$\text{❖ La production de l'exercice} = \text{production vendue} + \text{production stockée ou déstockée} + \text{production Immobilisée}$$

3.2.4 La valeur ajoutée

C'est un indicateur du poids économique de l'entreprise car il mesure la contribution de l'entreprise (la richesse créée) à l'économie nationale (PIB).

$$\text{❖ VA} = (\text{marge commerciale} + \text{production de l'exercice}) - \text{CEPT}$$

CEPT= Consommation En Provenant des Tiers= Achat de matières premières et autres approvisionnements + Variation de stock + Autres achats et charges externes

3.2.5 L'excédent brut d'exploitation

Est un solde intermédiaire de gestion correspond à la richesse dégagée par l'entreprise durant son cycle d'exploitation.

L'Excédent Brut d'Exploitation montre la rentabilité brute de l'entreprise (son cash-flow)

Sa formule à partir de la valeur ajoutée :

$$\text{❖ EBE} = \text{valeur ajoutée} + \text{subvention d'exploitation} - \text{impôt} - \text{charges de personnel}$$

Charges de personnel= salaire et traitements+ charges sociales

3.2.6 Le résultat d'exploitation (opérationnel)

Il s'agit d'un résultat brut qui représente la différence entre les produits et les charges d'exploitation.

$$\text{❖ RE} = \text{EBE} + \text{Reprises sur amortissement et provision} + \text{Transfer de charges d'exploitation} + \text{Autres produits d'exploitation} - \text{Dotations aux amortissements et provisions} - \text{Autres charges d'exploitation}$$

3.2.7 Le résultat ordinaire avant impôt

Il reflète la politique de financement dans la mesure où il tient compte du résultat financier.

$$\text{❖ Résultat ordinaire avant impôt} = \text{résultat opérationnel} + \text{les produits financiers} - \text{les charges financières}$$

3.2.8 Le résultat exceptionnel (extraordinaire)

Toutes les opérations à caractère exceptionnel qui ne rapportent pas au cycle normal d'exploitation a l'entreprise sont considérés comme résultat exceptionnel.

$$\text{❖ Résultat exceptionnel} = \text{produits exceptionnels} - \text{charges exceptionnelles}$$

3.2.9 Le résultat net de l'exercice

Il indique ce qui reste à la disposition de l'entreprise et des associés après le versement de l'impôt sur bénéfice des sociétés.

Sa formule :

$$\text{❖ RNE} = \text{résultat courant avant impôt} + \text{Résultat exceptionnel} - \text{participation des salaires-impôts sur les bénéfices}$$

Le tableau suivant représente d'une façon générale les soldes intermédiaires de gestion

Tableau 2 Les soldes intermédiaires de gestion

Désignations	Charges	produits
Vente de marchandise		
-Cout d'achat des marchandises vendues		
+/- variation des stocks de marchandise		
Marge commerciale (1)		
Production vendue		

+production stockée		
+production immobilisée		
Produit de l'exercice (2)		
Achat consommés		
+/- variation des stocks de matière première)		
-Autres charges externes		
Consommation en prévenance des tiers (3)		
Valeur ajoutée (1)+(2)-(3)		
+ subvention d'exploitation		
-impôts et taxes		
-frais personnels		
Excédent brut d'exploitation		
+autres produits de gestion courant		
+reprises sur amortissements et provisions		
-autres charges de gestion		
-dotation aux amortissements et aux provisions		
Résultat d'exploitation (4)		
+produit financiers		
-Charges financières		
Résultat financier (5)		
Résultat ordinaire avant impôt (4)+(5)		
Résultat de l'exercice (6)		
+produits exceptionnels		
-charges exceptionnels		
Résultat exceptionnel		
+résultat ordinaire avant impôt		
+résultat exceptionnel		
-participation des salariés		
-impôt sur bénéfice		
Résultat net de l'exercice		

Source : réalisé par nous même a partir d'une revue de la littérature

Tous ces soldes intermédiaires de gestion permettent d'analyser et d'interpréter de façon précise la formation du résultat net en partant du chiffre d'affaire, et d'expliquer la répartition de la richesse créée par l'entreprise.

4. Section 04 Les critères de rentabilité d'un projet d'investissement

La rentabilité est un critère décisif pour choisir l'investissement qui rapportera plus de gains pour l'entreprise et qui assure le remboursement de l'emprunt bancaire,

L'étude de rentabilité est basée sur deux phases complémentaires, le calcul des flux nets de trésorerie qui correspond à la différence entre les sorties et les entrées de fonds, et le calcul des critères de jugement sur la rentabilité du projet qui sont : la VAN, le IP, le TRI et le DR.

Pour déterminer les flux nets de trésorerie annuels, il y a lieu de connaître la capacité d'autofinancement du projet.

4.1 La capacité d'autofinancement et l'autofinancement

Contrairement au résultat net qui n'indique pas la rentabilité réelle d'une entreprise (car il prend en considération des décaissements déductibles qui ne sont pas forcément des flux financiers réels et il exclut certains véritables flux financiers), la capacité d'autofinancement d'une société indique sa rentabilité réelle.

4.1.1 Définition de la capacité d'autofinancement

Selon l'auteur Kamel Hamdi la capacité d'autofinancement se définit comme suit :

« La capacité d'autofinancement représente l'autofinancement maximal dont peut disposer une entreprise. Cette situation arrive lorsque les actionnaires décident de ne pas prélever leurs dividendes ». (Hamdi, 2000)

La capacité d'autofinancement représente l'ensemble des ressources de financement internes dégagées par l'entreprise durant l'exercice et qui restent à sa disposition pour s'autofinancer, épargner, rembourser ses emprunts ou encore payer des dividendes à ses actionnaires ou à ses associés.

Sa formule :

4.1.2 Les méthodes de calcul de la CAF

a. La méthode additive

Cette méthode consiste à ajouter au résultat net de l'exercice les charges non encaissables.

$$\text{❖ CAF} = \text{résultat net} + \text{les dotations aux amortissements et aux provisions} + \text{les dotations exceptionnelles} + \text{les moins-values} - \text{les reprises sur les charges calculées} - \text{les plus-values sur cession d'investissement}$$

b. La méthode soustractive

Le calcul de la CAF par la méthode soustractive, se base sur le calcul de l'excédent brut d'exploitation auquel on ajoute les produits encaissables puis on soustrait les charges décaissables.

$$\text{❖ CAF} = \text{Excédent brut d'exploitation} + \text{Transfert de charges} + / - \text{Autres produits et autres charges} + \text{Produit financier (sauf reprise)} - \text{Charges financière (sauf dotation)} + \text{Produit exceptionnel (sauf reprise)} - \text{Charge exceptionnel (sauf dotation)} - \text{Participation des salariés} - \text{Impôt sur le bénéfice.}$$

4.1.3 Définition de l'autofinancement

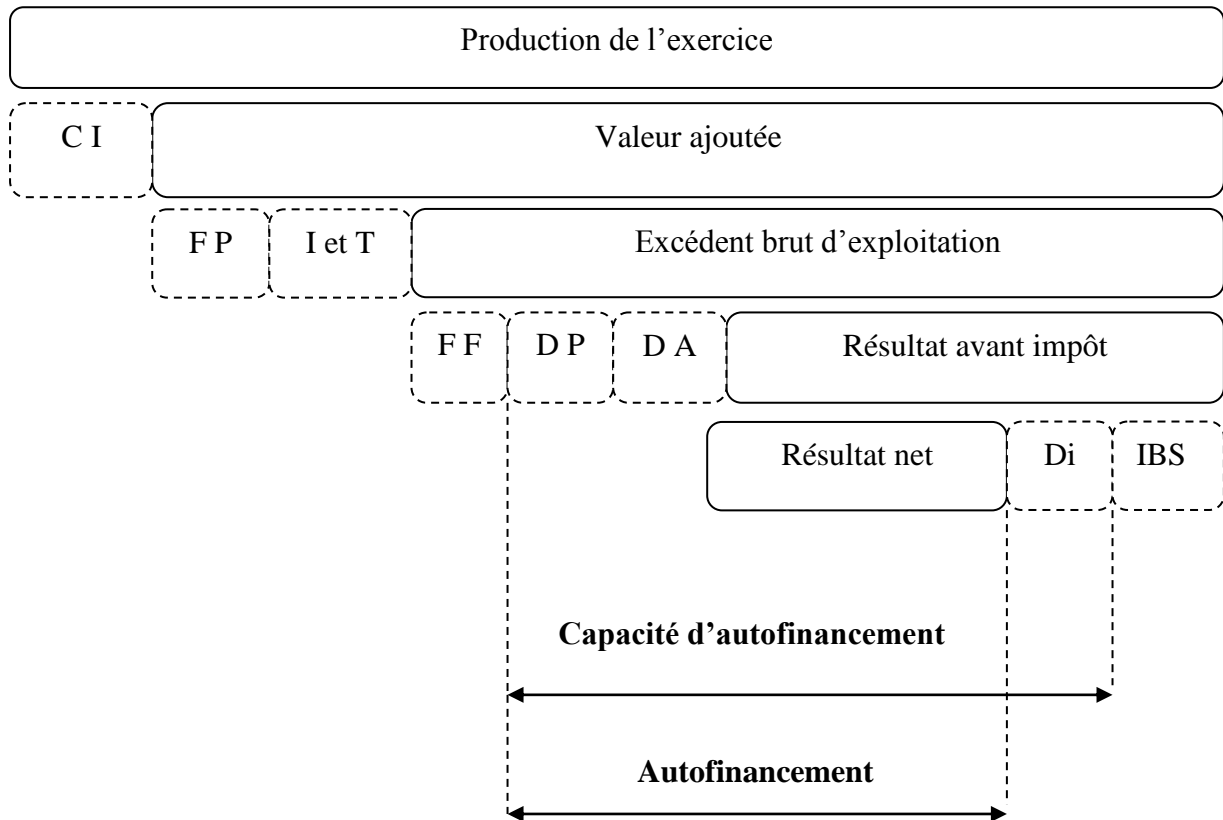
L'autofinancement est un mode de financement interne. Il représente la part restante de la capacité d'autofinancement d'une entreprise après la distribution des dividendes aux associés, aux actionnaires ou à l'entrepreneur lui-même.

Lorsqu'il est positif, c'est un indicateur indique que la dépendance de l'entreprise vis-à-vis des tiers est faible (une bonne santé financière).

$$\text{❖ AF} = \text{CAF} - \text{dividendes.}$$

La représentation graphique des soldes de gestion et la capacité d'autofinancement d'une entreprise est comme suit :

Figure 5 Les soldes intermédiaires de gestion et la capacité d'autofinancement



Source : (Hamdi, 2000)

Commentaire

Le schéma ci-dessus permet de mettre en évidence les relations complémentaires entre les différents soldes intermédiaires de gestion ainsi que l'autofinancement et la capacité d'autofinancement d'une entreprise.

4.2 Etablissement du tableau des flux de trésorerie (cash-flows)

C'est un tableau récapitulatif de l'ensemble des ressources (sources de financement) et emplois de l'entreprise (dépenses).

4.2.1 Les ressources

Ce sont des moyens de financement qui peuvent être mis à la disposition de l'entreprise par des associés, établissements de crédit ou les fournisseurs.

- La CAF est la première ressource qui apparaît au tableau des ressources et emplois qui représente la capacité de l'entreprise à dégager des bénéfices ;
- Les fonds générés par la cession des immobilisations sont considérés comme des ressources pour l'entreprise ;
- L'augmentation du capital par apport en numéraire ;
- Les subventions se sont des aides financières pour financer l'investissement qui doivent être enregistré au cours de l'année ou ils ont été perçus.

4.2.2 Les emplois

Représente la manière dont sont utilisées les ressources d'une entreprise (moyens de production de biens ou/et services).

- Le cout d'acquisition des immobilisations qui représente la part la plus importantes des emplois ;
- Le versement des dividendes aux actionnaires ou associés de l'entreprise ;
- La variation du besoin en fonds de roulement.

Tableau 3 Le tableau des flux nets de trésorerie

Désignation	1	2	3	etc.
Ressources durables				
-CAF				
-La cession d'immobilisation				
-Récupération du BFR				
-Augmentation du capital				
-subvention				
Total ressources durables (1)				
Emplois stables				
-Remboursement de l'emprunt				
-Acquisition d'immobilisations				
-variation BFR				
-distribution des dividendes				
Total emplois stables (2)				
Trésorerie nette (1)-(2)				
Cumul de trésorerie				

Source : réalisé par nous même a partir d'une revue de la littérature

4.2.3 Le taux d'actualisation

Avant de procéder au calcul des critères de rentabilité, il est nécessaire d'actualiser ces flux nets de trésorerie pour déterminer la valeur actuelle d'un flux financier encaissé plus tard à partir d'un taux d'actualisation (i).

L'actualisation consiste à ramener au présent tous les flux futurs

$(1+i)^{-n}$ DA aujourd'hui ← 1 DA dans n années (actualisation).

Sans l'actualisation de ces flux, il n'est pas possible de comparer les dépenses d'investissement d'aujourd'hui et les recettes générées au futur par cet investissement, il est calculé par des différentes méthodes (méthode actuarielle, méthode direct, méthode indirect).

La méthode de cout moyen pondéré du capital (CMPC) est considérée comme une principale méthode de calcul du taux d'actualisation, car c'est un indicateur économique aidant au choix de financement par la mesure de la valeur créée par une entreprise et aussi le risque qui sera pris si elle endette auprès d'un établissement de crédit.

$$\text{❖ CMPC} = (\text{RA} * \text{CP}/\text{CP}+\text{D}) + (\text{RD} * \text{D}/\text{CP}+\text{D} * 1-\text{IBS})$$

4.3 La valeur actuelle nette (VAN)

Elle représente le surplus monétaire dégagé en calculant la différence entre la somme les flux de trésorerie nets actualisés et le capital investi. C'est un critère de rejet car il permet de rejeter tout projet qui afficherait une VAN négative, et il permet de sélectionner entre deux projets celui qui possédera une VAN supérieure.

$$\text{VAN} = \sum \text{FNT actualisés} - \text{I}_0$$

I_0 : investissement initial

Une VAN supérieure à 0 désigne que d'une part la totalité de l'investissement initial est récupérée, et d'autre part la valeur de l'entreprise augmente.

Une VAN nulle signifie une opération blanche, c'est-à-dire que l'investissement initiale peut être récupéré mais ne permettre pas à l'entreprise de s'enrichir.

❖ Quelques avantages de la VAN

- Le raisonnement à partir des flux actualisés
- Les VAN de plusieurs projets sont additives et permettent donc d'évaluer rapidement l'ensemble de la richesse générée pour l'entreprise lorsqu'elle met en place un plan d'investissement multiple.

❖ Quelques inconvénients de la VAN

- L'impossibilité de comparer les VAN des projets dont la taille de l'investissement est différente ;
- L'impossibilité de comparer les VAN de projet dont la durée de vie est différente.

4.4 Le taux de rendement interne (TRI)

C'est le deuxième critère important pour évaluer la rentabilité de l'entreprise, il représente le taux d'actualisation par lequel la valeur actuelle nette s'annule.

Pour calculer le taux de rendement interne, il y aura lieu de choisir arbitrairement un taux d'actualisation qui donne une VAN positive et un deuxième taux d'actualisation qui donne une VAN négative ensuite les interpoler, mais à condition que la différence entre ses deux valeurs (taux) ne dépasse pas 2 points pour que le résultat soit aussi correct que possible.

$$\sum \text{FNT actualisés} - I_0 = 0$$

4.5 Indice de profitabilité (IP)

C'est un critère qui représente le rendement de chaque dinar investi dans chaque projet. Il permet de faire une comparaison entre plusieurs projets.

$$\text{IP} = \sum \text{FNT actualisés} / I_0$$

IP supérieur à 1 : projet rentable financièrement, création de valeur.

IP inférieur à 1 : projet non rentable financièrement, destruction de valeur.

4.6 Le délai de récupération (DR)

C'est le temps nécessaire pour que l'entreprise récupère l'investissement initial grâce aux rentrés nets de la trésorerie du projet.

$$DR = \sum \text{FNT actualisés} = I_0$$

Plus le délai de récupération est court, plus l'investissement est réputé intéressant.

Conclusion chapitre II

En conclusion, les chiffres clés à examiner lors d'une analyse financière sont ceux figurant au bilan de l'entreprise qui permet d'apprécier sa structure financière (indique ce que possède l'entreprise et ce qu'elle doit) en procédant à l'analyse de l'équilibre financier, à savoir :

- les capitaux propres ;
- les comptes courants associés ;
- les dettes à court et moyen long terme
- les différents actifs répertoriés: actif fixe et actif courant (stocks, comptes clients, disponibilités).

Et aussi ceux figurant au compte de résultat de l'entreprise qui reflète sa rentabilité financière et économique, à savoir :

- les ventes (chiffre d'affaire)
- les différentes charges (achats, autres charges externes, charges de personnel, charges financières);
- les résultats : résultat courant, bénéfice net.

Aussi la capacité d'autofinancement est un indicateur calculé à l'aide du compte de résultat qui reflète l'état des flux de trésorerie générés par l'activité de l'entreprise.

Pour porter un jugement solide sur la santé financière d'une entreprise, il s'agit en fait de prendre en considération tous les éléments d'analyse (l'équilibre financier, les ratios, les soldes intermédiaires de gestion et les critères de rentabilité) en vue de vérifier le degré de solvabilité et de rentabilité du projet suite à lesquelles la décision d'acceptation ou de rejet sera définitivement prise.

Chapitre III

Étude et analyse d'un crédit d'investissement (cas pratique)

Introduction du chapitre III

Pour concrétiser ce que nous avons développé dans l'aspect théorique de notre travail, l'étude d'un cas pratique s'avère primordiale pour mettre en valeur les principaux éléments qui nous permettent d'analyser un dossier de crédit d'investissement au sein de la Banque de l'agriculture et du développement rural de la wilaya de BEJAIA au niveau de laquelle nous avons effectué un stage pratique d'une durée d'un mois dans le service crédit de l'agence principale 357.

A cet effet, ce chapitre sera illustré en quatre sections :

- Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil ;
- Section 02 : Etude technico-économique du projet ;
- Section 03 : Les techniques de l'analyse financière ;
- Section 04 : Evaluation de la rentabilité du projet.

1. Section 01 Présentation générale de l'organisme d'accueil « la banque de l'agriculture et du développement rural »

Nous aborderons dans cette première section successivement l'historique et l'évolution de la BADR, les missions et les objectifs de la BADR et enfin l'organisation et la structure de l'agence 357 de la wilaya de Bejaia.

1.1 Historique de la BADR

La banque de l'agriculture et de développement rural est une institution financière nationale créée par décret N°82-106 le 13 mars 1982.

La BADR est une société par action au capital social de 22000000000DA chargé de fournir aux entreprises publics économiques conseils et assistance dans l'utilisation et la gestion de moyen de paiement mis à leur disposition, et ce, dans le respect de secret bancaire.

En vertu de la loi 90/10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, la BADR est devenue une personne morale effectuant les opérations de réception des fonds du public, les opérations d'octroi des crédits, ainsi que la mise à la disposition de la clientèle, les moyens de paiement et de gestion.

Depuis 1999, le capital social de la BADR a augmenté et atteint le seuil de 330000000000 Dinars.

Il faut savoir que la BADR dispose de plusieurs filiales qui activent dans plusieurs domaines tels que, la formation bancaire, la garantie du crédit immobilier, l'automatisation des transactions interbancaires, des instruments techniques d'accompagnement, du programme de développement et de modernisation des banques et le financement des prêts aux logements consentis par les intermédiaires financiers agréés.

A ce titre, parmi les filières de la BADR, il y a lieu de retenir notamment :

El Djazair Istithmar, la Société de placement des valeurs Mobilières (SPDM), la Société de crédit-bail EL Djazair Idjar, la banque Al Baraka, Algérie Clearing, la Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV), la Société d'Automatisation des Transactions Interbancaires et Monétique (SATIM), la Banque du Maghreb Arabe pour l'Investissement et le Commerce (BAMIC), l'Entreprise des services et Equipement de sécurité (AMNAL), le Fond de caution Mutuelle de Garanties des Microcrédits, la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garanties des Exportations (CAGEX), la Société d'Assurance de Prévoyance et Santé (SAPS), l'Institut de Formation Bancaire (IFB), l'Institut Algérien des Hautes Etudes Financières (IAHEF) , le Fonds de Cautions Mutuelle de Garanties des Chômeurs, le Fonds de Cautions Mutuelles de Garanties des Risques de crédits de Jeunes Promoteurs, la Caisse de Garantie du Crédit à l'Investissement (CGCI), la Société Algérienne de Leasing Mobilier « S A L E M », la Société de Refinancement Hypothécaire (SRH), le Centre de Pré compensation interbancaire (CPI), la Société de Garantie Crédit Immobilier (SGCI), l'Algérienne du Papier (ALPAP) , AGRI SUD, le Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (FGDB) EX (SGDB), la Société d'Investissement Hôtelier (SIH) et enfin le Programme de Financement du Commerce Inter Arabe (PFCIA) en USD.

La BADR est une banque publique qui a pour mission le développement du secteur agricole et la promotion du monde rural.

Constituées initialement de 140 agences cédées par la BNA, son réseau compte actuellement plus de 290 agences et 41 directions régionales et plus de 7000 cadres et employés activent au sein des structures centrales, régionales et locales.

De part la densité de son réseau et l'importance de son effectif, la BADR est classée par le « BANKERS ALMANACH » (édition 2001) première banque au niveau national, 13ème au niveau africain et 668 au niveau mondial sur environ 4100 banques classées.

Etablissement à vocation agricole à sa création, la BADR est devenue, au fil du temps, et notamment depuis la promulgation de la loi 90/10, une banque universelle qui intervient dans le financement de tous les secteurs d'activités.

La BADR banque a connu trois principales phases d'évolution :

- La phase 1982-1990

Cette phase est marquée par la planification de la BADR banque sur le monde rural. C'est ainsi que de grands efforts ont été accomplis par cette banque en direction des zones rurales à travers notamment l'ouverture de plusieurs agences dans les zones à vocation agricoles. Ses financements allaient essentiellement à l'agriculture et l'agro-alimentaire. Cette spécialisation s'inscrivait alors dans le contrôle d'économie planifiée où chaque banque publique avait son champ d'intervention.

- La phase 1990-1999 :

Cette phase s'ouvre avec la promulgation de la loi du 14 avril 1990 qui a mis un terme à la spécialisation des banques, ainsi la BADR a élargi son champ d'intervention vers les autres secteurs d'activités et notamment vers les petites, moyennes entreprises et les petites, moyennes industries, tout en restant un partenaire privilégié du secteur agricole.

Sur le plan technique, cette étape a été celle de l'introduction à la technologie d'information. C'est à dire, la mise en place du système (Swift) et du logiciel (SYBU).

- La phase 2000-2002

Ce qui caractérise cette phase est l'implication des banques publiques dans la relance des investissements productifs et la mise en adéquation de leurs activités et du niveau de leurs prestations avec les principes de l'économie de marché.

La BADR banque a augmenté le volume de crédits destinés au financement des PME et PMI des secteurs privés et au même temps elle a augmenté son aide à l'agriculture. La BADR a mis en place un programme d'actions quinquennal axé sur la modernisation comptable et financière. Ce programme s'est soldé par l'établissement d'un diagnostic exhaustif des forces et faiblesses de la BADR et l'élaboration d'un plan de mise à niveau de l'institution par rapport aux normes internationales ainsi que le raccourcissement des procédures de traitement, d'acheminement et de sanction des dossiers de crédit.

1.2 Les missions et les objectifs de la BADR

1.2.1 Ses missions

La BADR a été créée pour répondre à une nécessité économique, née d'une volonté politique afin de restructurer le système agricole, assurer l'indépendance économique du pays et relever le niveau de vie des populations rurales. Ses principales missions sont :

- Le traitement de toutes les opérations de crédits de change et de trésorerie.
- L'ouverture de comptes à toute personne faisant la demande ;
- La réception des dépôts à vue et à terme ;
- La participation à la collecte de l'épargne ;
- La contribution au développement du secteur agricole ;
- L'assurance de la promotion des activités agricoles, agro-alimentaires, industrielles et artisanales ;
- Le contrôle avec les autorités de tutelle de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.

1.2.2 Ses objectifs

- L'augmentation des ressources aux meilleurs coûts et rentabilisation de celles-ci par des crédits productifs et diversifiés dans le respect des règles ;
- La gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tant en dinars qu'en devises ;
- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités la concernant ;
- L'extension et redéploiement de son réseau ;
- La satisfaction de ses clients en leur offrant des produits et services susceptibles de répondre à leurs besoins ;
- L'adaptation d'une gestion dynamique en matière de recouvrement ;
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques managériales telles que le marketing, et l'insertion d'une nouvelle gamme de produits.

1.3 Les crédits spécifiques à la BADR

Selon l'article 68 de l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit modifiée en 2003 le crédit se définit comme suit :

« Constitue une opération de crédit, au sens de la présente ordonnance, tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'aval, cautionnement ou garantie.

Sont assimilés à des opérations de crédits, les opérations de locations assorties d'option d'achat, notamment le crédit-bail ».(Ordonnance relative à la monnaie et au crédit, 2003)

Le crédit est un contrat signé par les deux parties ou le prêteur mis à la disposition de l'emprunteur des fonds remboursable à une date donnée contre paiement d'un intérêt ou une commission. Aussi les cautions et avals sont des engagements donnés par les banques en faveur de leurs clients en matière de crédit extérieur, appelé aussi engagement par signature.

Le crédit-bail est une nouvelle forme de financement très recherchée par les entreprises (Start-up) pour sa simplicité contrairement aux crédits classiques.

La banque de l'agriculture et du développement rural propose une gamme de crédits aux agents économiques en besoin de financement pour réaliser leurs projets.

1.3.1 Crédit « ETTAHADI FEDERATIF »

C'est un crédit à moyen et long terme d'une durée de 3ans jusqu'à 20ans, concerne le secteur agroalimentaire, destiné aux opérations de transformation, conditionnement et stockage de produits agricoles.

1.3.2 Crédit « R'FIG FEDERATIF »

« C'est crédit d'exploitation totalement bonifié destiné au financement des entreprises organisées en société commerciale ou en coopérative et activant dans des filières de transformation de stockage et/ou de valorisation des produits agricoles ».(fiche produit BADR, 2014)

1.3.3 Crédit de soutien à l'emploi des jeunes promoteurs ANADE

C'est un crédit à long terme (8ans) destiné aux micros entreprises activant dans les secteurs agricole, para-agricole et agro-alimentaire pour soutenir les jeunes promoteurs de 19 jusqu'à 35 ans.

1.3.4 Crédit ANGEM

« Il vise la création d'activités de production de biens et services y compris a domicile, par l'acquisition de petits matériels et de la matière première de démarrage afin de permettre une intégration social et économique des populations cibles ». (fiche produit BADR, 2014)

1.3.5 Crédit CNAC

Le dispositif de financement CNAC est un crédit à long terme qui concerne la création ou l'extension de micro entreprises.

1.4 Les activités financées par la BADR

Domaine de l'agriculture :

- Culture de céréales ;
- Culture agro-alimentaire ;
- Culture de légumes ;
- Horticulture ;
- Pépinières ;
- Culture fruitière ;
- Viticulture ;
- Services annexes à l'agriculture.

Domaine de l'élevage :

- Elevage de bovins ;
- Elevage d'ovins ;
- Elevage de caprins, camélidés et équidés ;
- Elevage de volailles ;
- Elevage des autres animaux ;
- Aquaculture et élevage de poissons.

Domaine de Sylviculture et exploitation forestière :

- Sylviculture ;
- Exploitation forestière ;

- Activités connexes à la sylviculture et à l'exploitation forestière.

1.5 Présentation de l'agence principale 357 du groupe régional d'exploitation Bejaia

L'agence BADR 357 de Bejaia est une ancienne agence qui a ouvert ses portes à sa clientèle le 2 juin 1984.

Cette agence compte 19 employés, elle offre à sa clientèle, tous les services et produits de la BADR sauf le service personnalisé en faveur des grands clients.

1.5.1 L'organisation de l'agence 357

a. Le directeur d'agence : c'est un manager opérationnel chargé de l'application de la stratégie du développement de la banque.

Ses missions et ses attributions essentielles sont les suivants :

- Veille à la préservation et l'amélioration de l'image de marque de la banque ;
- Gérance et rentabilisation des fonds de commerce que constitue son agence ;
- Définition des missions à ses collaborateurs du plan d'action et les objectifs de travail à atteindre ;
- Etablissement d'un rapport d'activité de l'agence ;
- Elaboration des budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement ;
- Représentation de la banque devant les partenaires et les administrations.

Le comité de crédit : est une structure indépendante qui est chargée de statuer sur tout octroi de crédit dans la limite de ses pouvoirs.

b. Le service administratif : il contient les services suivants :

- Service caisse : ce service est chargé de la manipulation des espèces et des fonds, il reçoit les virements des clients, exécute les paiements des mises à disposition des chèques à destination et assure les retraits, le placement des fonds et propose des nouveaux produits.
- Service portefeuille : ce service ne manipule pas les espèces car les opérations se font par chèque, on distingue le virement de compte à compte, les entrées de chèque et les effets à escompter.
- Service clientèle : le service clientèle traite les opérations courantes suivantes :
 - Ouverture de compte ;

- Versements et retraits en espèce ;
- Paiement de cheque ;
- Certification de chèque ;
- Compensation et prélèvement ;
- Achat et vente d'espèce en devises.

En général, il est chargé d'enregistrer les différentes opérations bancaires et d'examiner les réclamations et les demandes de renseignements émanant de la clientèle.

-Service étranger : ce service a pour fonction de réaliser toutes les opérations en relation avec l'étranger, et ce en conformité avec la réglementation des changes et de commerce extérieur ainsi il est chargé de la domiciliation des importations, couverture et suivi des remises et crédits documentaires, la gestion des comptes devise et opérations de change.

c. Le service crédit : c'est un service composé de quatre membres, le directeur de l'agence, le chef du service crédit, le chef de service administratif et un chargé d'étude niveau 2.

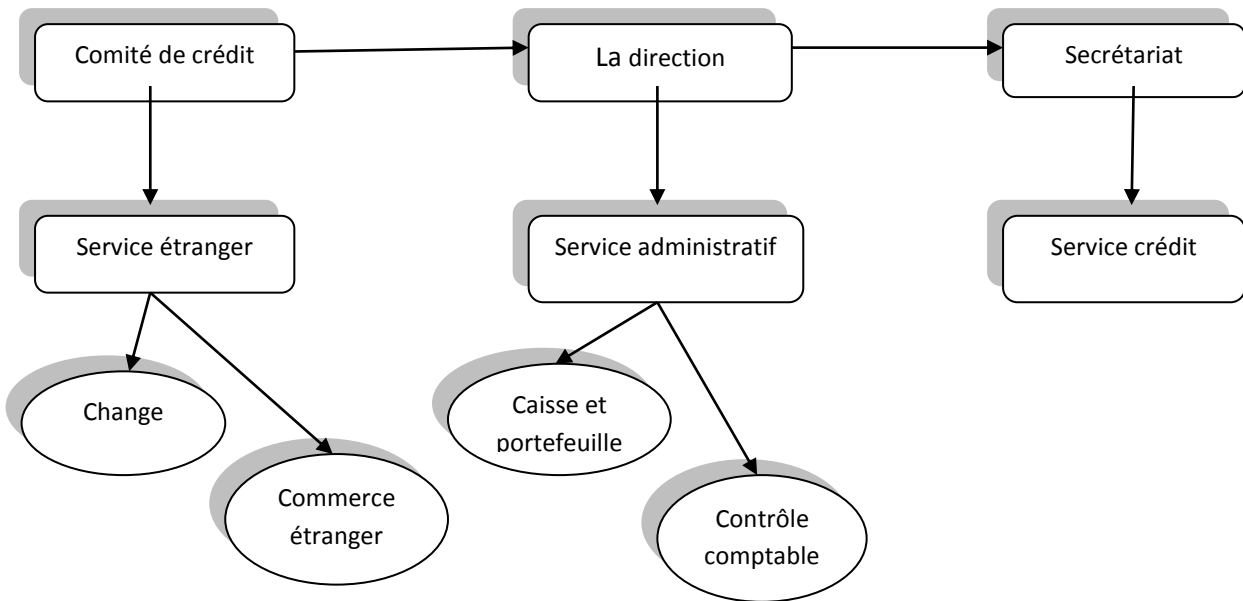
Il a une structure indépendante qui est chargé de statuer sur tout octroi de crédit dans la limite de ses pouvoirs.

- a. Section emploi de jeune : est chargée de traiter et d'étudier toutes les demandes de crédit entrant dans le cadre de l'emploi de jeunes, ayant bénéficié des avantages de l'agence nationale du soutien de l'emploi de jeunes.
- b. Section commerciale : est chargée de traiter les autres demandes de crédits.
- c. Section recouvrement et suivi des engagements : c'est le chef du service crédit qui assure son fonctionnement, il est chargé de suivre constamment tous les crédits octroyés de leur réalisation jusqu'à leur recouvrement, en passant par le recueil des garanties, elle a également comme tâche, la confection des statistiques relatives à l'activité du service de l'établissement des états périodiques.

Elle assure en outre, la gestion des oppositions sur compte et la liquidation des comptes de succession.

d. L'organigramme de l'agence 357

Figure 6 L'organigramme de l'agence principal 357



Source : document de la BADR

2. Section 02 L'étude technico-économique du projet

Tout projet d'investissement comporte des risques futurs qu'il y a lieu de se prémunir avant sa concrétisation, car il entraîne l'affectation des ressources propres et empruntées. Pour cela des différentes études doivent être menées pour éliminer toutes sortes d'imprévus à commencer par l'étude de marché.

2.1 Étude de marché

Avec la croissance démographique et l'augmentation de la demande sur les produits de mer en Algérie, l'aquaculture représente la solution incontournable pour subvenir aux besoins du marché national et diminuer la pression sur les ressources halieutiques dont l'exploitation ne peut plus être revue à la hausse.

L'élevage du loup de mer et de la daurade royale est les principales activités que se sont développées dans la mer méditerranée à travers des installations de cages flottantes.

2.2 Étude commerciale

Les éléments essentiels sur lesquels s'appuie l'étude commerciale sont les 4P de McCarthy savoir :

- **Prix :** les prix pratiqués par la société étant ceux découlant d'une stratégie adaptée en tenant compte de la concurrence, du rapport qualité prix et le pouvoir d'achat des clients.
- **Produit :** il s'agit d'un produit stratégique répondant aux besoins de la population exigeante, s'agissant d'un produit alimentaire très demandé sur le marché local et régional. Les produits commercialisés par le client sont le loup de mer et la daurade royale et ce pour une production prévisionnelle annuelle de 600 tonnes.
- **Distribution :** cette entreprise de production dispose d'une structure existante au niveau de CAP Sigli a Beni k'sila et des équipements d'élevage en mer et d'un catamaran en plus du matériel roulant qui assure la distribution vers les centres de commercialisation.
- **Publicité :** Puisque la demande du produit est régulière et l'offre est abondant, donc l'entreprise ne prévoit aucune sorte de promotion ou de publicité pour ses produits. Toute fois un effort dans la communication doit être engagé pour mieux faire connaître le produit auprès des localités limitrophes.

2.3 Etude technique

- **La localisation :** Le projet est situé au village Beni Ksila, Daïra d'Adekar, la wilaya de Bejaia, ce choix a été dicté par des considérations favorables à savoir le climat, l'hydrodynamisme, la nature de fond, la qualité d'eau, la main d'œuvre qualifiée et la disponibilité des intrants.

2.4 Etude des couts

- **Le cout de l'investissement**

Les propriétaires de la société ont recours à plusieurs sources d'informations pour évaluer les couts des dépenses à engager (catalogue – facture préforma), les besoins d'investissement de ce projet portent sur l'acquisition du matériels (catamaran et équipement d'élevage en mer) d'un montant estimé de 152 204 500 DA.

Tableau 4 Les besoins d'investissement du projet de la SARL B

	Rubriques	Montant en DA	En pourcentage
Apport en fonds propres	Construction	54 687 500	36%
Emprunt bancaire	Un catamaran	40 800 000	26.80%
	Equipement d'élevage en mer	56 717 000	37.26%
Total		152 204 500	100%

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

3. Section 03 Les techniques de l'analyse financière

Après avoir effectué un diagnostic économique concernant le marché visé par l'entreprise, le produit envisagé, son prix, sa qualité, ses couts de production... on procédera donc à un diagnostic financier pour porter un jugement sur la santé financière de la SARL B.

3.1 Présentation de l'entreprise et le projet du client

En commençant d'abord par une présentation de l'entreprise, du projet et les garanties proposées par le client.

3.1.1 Présentation de l'entreprise

Il s'agit d'une société à responsabilité limité (SARL) constitué par deux associés, le siège social de la société est fixé à Cap Sigli (Taguelmimt) dans la commune de Beni k'sila.

Le capital social de la société est de 100 000DA.

Tableau 5 Présentation générale de la SARL B

• Nom de l'entreprise	• SARL B
• Forme juridique de l'entreprise	• SARL
• Domiciliation	• Cap Sigli, village Beni-K'sila, Daïra d'Adekar, wilaya de Bejaia
• Année d'entrée à l'activité	• 2016
• Activité exercée	• Pisciculture marine du loup de mer et la dorade royale
• Capital social	• 100 000 da
• Répartition du capital	• Associé 1 :50% • Associé 2 : 50%
• Capacité de production	• 600 tonnes de poisson en mer

Source : réalisé par nous-même a partir des documents de la banque

3.1.2 Présentation du projet

Le projet envisagé consiste à effectuer des installations pour l'élevage de la daurade royale et le loup de mer au milieu marin.

Ce projet a pour objet la réalisation d'une ferme de grossissement de loup de mer la daurade royale d'une capacité de production de 600 Tonne /an.

Tableau 6 Présentation générale du projet de la SARL B

• Nature	Investissement a long terme
• Objet	Création d'une ferme aquacole
• Cout du projet	152 204 500 DA
• Marché ciblé	Territoire national

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

3.1.3 Les garanties proposées par le client

Les garanties proposées par le responsable de la SARL B sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 7 Les garanties proposées par le client

Garanties bloquantes	Montant
• Nantissement des matériels financés	74 319 662.99 DA
• hypothèque 1 ^{er} rang de bien immobilier	25 500 000DA
• hypothèque 1 ^{er} rang de bien immobilier	264 756 800 DA
• garantie financière FGAR	70% du crédit à long terme
• gage du matériel roulant financé	13 442 614.03 DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

3.2 L'analyse des bilans

Le tableau suivant permet d'illustrer les différentes rubriques du bilan financier des 3 dernières années de la SARL B

Tableau 8 Les bilans financiers des 3 dernières années d'activité de la SARL B

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
<u>Actif immobilisé (fixe) :</u>				<u>Capitaux permanents :</u>			
-Valeurs immobilisées	160 155 180	142 192 183	125 395 650	-Capitaux propre	148 633 435	81 802 801	105 506 113
				-Dettes à moyens et à long terme	111 207 855	362 381 658	99 000 000
Total du l'actif immobilisé	160 155 180	142 192 183	125 395 650	Total des capitaux permanents	259 841 290	444 184 459	204 506 113
<u>Actif circulant :</u>				<u>Passif courant :</u>			
-Valeur d'exploitation	62 931 694	60 646 7 21	58 854 3 58	-Dettes à court terme	63 000 000	63 000 000	63 000 000
-Valeur réalisable	3 850 000	4 235 000	4 658 500				
-Valeur disponible	95 904 416	300 110 555	78 597 605				
Total du l'actif circulant	162 686 110	364 992 275	142 110 463	Total passif circulant	63 000 000	63 000 000	63 000 000
Total actif	322 841 290	507 184 459	267 506 113	Total passif	322 841 290	507 184 459	267 506 113

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

Commentaire

D'après les bilans financiers de la SARL B, on remarque que la valeur des immobilisations est en diminution pendant les 3 années suite à leurs amortissements, la valeur des stocks est aussi en diminution et les créances sont en augmentation.

Les DLMT représentent la part majoritaire des capitaux permanents en 2019 contrairement aux années 2018 et 2020, et une stagnation remarquable des dettes à court terme.

L'analyse de l'état de solvabilité et de rentabilité se fait, à travers une analyse financière approfondie basée sur les trois derniers bilans, les soldes intermédiaires de gestion et le plan de trésorerie. Un des objectifs de l'analyse financière est de déterminer la nature de l'équilibre financier de l'entreprise.

3.2.1 Les indicateurs d'équilibre financier

a. Le fonds de roulement net (FRN)

Tableau 9 Le fonds de roulement par le haut du bilan de la SARL B

Désignation	2018	2019	2020
Capitaux permanents	259 841 290	444 184 459	204 506 113
VI	160 155 180	142 192 183	125 395 650
FRN	99 686 110	301 992 276	79 110 463

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

Commentaire

À première vue, cette situation est favorable, durant les 3 dernières années, nous observons que les fonds de roulements nets sont positifs, donc l'entreprise a pu couvrir largement ses valeurs immobilisées par ses capitaux permanents et elle a dégagé une marge de sécurité soit 99 686 110 DA en 2018, 301 992 276 DA en 2019 et 79 110 463 DA en 2020.

b. Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Tableau 10 Le besoin en fonds de roulement de la SARL B

désignation	2018	2019	2020
VE	62 931 694	60 646 721	58 854 358
VR	3 850 000	4 235 000	4 658 500
DCT	63 000 000	63 000 000	63 000 000
DFCT	0	0	0
BFR	3 781 694	1 881 721	512 858

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

Commentaire

L'entreprise a enregistré un besoin en fonds de roulement positif pendant les 3 années, cela signifie que la valeur des stocks et les créances est plus importante que celle des dettes fournisseurs.

c. La trésorerie nette (TN)

Tableau 11 La trésorerie nette de la SARL B

désignation	2018	2019	2020
• FRN	99 686 110	301 992 276	79 110 463
• BFR	3 781 694	1 881 721	512 858
• Trésorerie nette	95 904 416	300 110 555	78 597 605

Montants en DA

Source : réalisé à partir des documents de la banque

Commentaire

La trésorerie nette de l'entreprise est positive durant toutes les années car la SARL B dispose des ressources suffisantes pour couvrir ses besoins ($FRN > BFR$) donc sa structure financière est équilibrée.

3.3 L'analyse par les ratios financiers

Les ratios sont des outils de mesure et d'évaluation de la structure financière, l'activité de l'entreprise ainsi que sa rentabilité à travers le temps pour détecter ses points forts et ses points faible.

Tableau 12 Le calcul des différents ratios

Les ratios	Leurs formules	2018	2019	2020
Ratios de trésorerie				
*Ratio de financement permanent	*Capitaux permanent / immobilisations nettes	• 1.62	• 3.12	• 1.63
*Ratio BFR	*Actif courant (hors disponibilité) / passif courant	• 1.06	• 1.02	• 1.008
*Ratio trésorerie	*FR/BFR	• 26.36	• 160.48	• 154.36
Ratios de structure				
*ratio de financement propre	*CP / valeurs immobilisées	• 0.92	• 0.57	• 0.84
*Ratio de financement des investissements.	*Valeurs immobilisées/ \sum actif	• 0.5	• 0.28	• 0.47
*Ratio degré d'endettement.	*DLMT / capitaux permanents	• 0.42	• 0.81	• 0.48
*ratio d'autonomie financière	*CP / \sum dettes	• 0.85	• 0.19	• 0.65
*Ratio d'endettement net	* \sum endettement net/ capitaux propres	• 0.52	• 1.53	• 0.79
*Ratio de liquidité général.	*Actif courant / passif courant	• 2.58	• 5.79	• 2.25
*Ratio de liquidité réduite.	*VR+VD/DCT	• 1.58	• 4.83	• 1.32

*ratio de liquidité immédiate.	*VD/DCT	• 1.52	• 4.76	• 1.24
Ratios de gestion				
*Délais clients	*(clients + EAR + EENE)*360/CA(TTC)	• 4.58	• 5.04	• 5.54
*délais fournisseur	*(Fournisseur + EAP) X 360/total achats (TTC)	• 0	• 0	• 0
*risque d'exploitation	*FR*360/CA	• 132.4	• 161.3	• 181.8
*ratio frais financier	*Frais financier / valeur ajoutée	• 0.05	• 0.05	• 0.05
*ratio frais personnel	*Frais personnel / valeur ajoutée	• 0.12	• 0.12	• 0.12
Ratios de rentabilité				
*rentabilité générale (nette)	*Résultat net / CA	• 0.09	• 0.09	• 0.09
*rentabilité financière	*Résultat net / fonds propres net	• 0.50	• 0.27	• 0.22
*rentabilité économique	*EBE/capitaux permanents	• 0.30	• 0.17	• 0.37

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

3.3.1 Interprétation des résultats du tableau

a. Ratios de trésorerie

L'entreprise a affiché un ratio de financement permanent égale à 1,62 en 2018, 3.12 en 2019 et 1.63 en 2020 ce qui signifie que ses capitaux permanents arrivent à couvrir la totalité de son actif immobilisé avec des marges qui peuvent être utilisées dans le financement de son actif circulant.

Le ratio de trésorerie est positif durant les 3 années signifie que les fonds de roulement de l'entreprise sont supérieurs a ses besoins en fonds de roulement, et donc elle a dégagé des trésoreries positives.

b. Ratios de structure

Le ratio de financement des investissements indique le poids des investissements de l'entreprise qui représente 50% du total du bilan en 2018, contrairement a 2019 et 2020 qui sont inférieurs à ce taux.

Les DLMT représentent 42% des capitaux permanents en 2018, 81% en 2019 et 48% en 2020 cela signifie qu'il y a une forte capacité d'endettement en 2019.

D'après le calcul du ratio d'autonomie financière, on constate que l'entreprise est indépendante financièrement en 2018 et 2020. Et elle s'est dégradée en 2019 à cause de l'augmentation des dettes à long terme.

Le ratio d'endettement net de la SARL B représente des degrés de 52% en 2018, de 1.53% en 2019, et 79% en 2020 ce qui est un bon signe, car c'est une entreprise qui vient d'investir dans un grand projet.

Les actifs courants des 3 années dépassent les 100% des passifs courants.

Les dettes à court terme sont financées suffisamment par la liquidité que dispose l'entreprise durant les années 2018,2019 et 2020.

Or que quand on compare le ratio de liquidité générale et le ratio de liquidité immédiate nous constatons qu'il y a une baisse car la SARL B dispose d'une partie de stock dans son actif courant.

c. Ratios de gestion

Les clients de l'entreprise mettent en moyenne 4 à 5 jours pour régler leurs créances pendant les 3 années.

En absence des dettes fournisseurs, les délais de rotation des crédits fournisseurs sont nuls durant les 3 années.

On remarque que le fonds de roulement net couvre 132 jours du chiffre d'affaire de 2018, 161 jours de 2019, et 181 jours de 2020.

Les frais financiers représentent 5% des valeurs ajoutées des 3 exercices comptables, et les frais personnels représentent 12% des valeurs ajoutées.

d. Ratios de rentabilité

Le résultat net représente 9% des chiffres d'affaires des 3 exercices.

Durant les 2 premières années la rentabilité financière est supérieure à la rentabilité économique, donc l'entreprise peut continuer à s'endetter.

3.4 L'analyse des soldes intermédiaires de gestion

Tableau 13 Les SIG de la SARL B

Libellé	2018	2019	2020
• Chiffre d'affaire	302 400 000	302 400 000	302 400 000
• Production de l'exercice	451 472 633	451 472 633	451 472 633
• Marge brute	98 832 001	98 832 001	98 832 001
• Consommation de l'exercice	360 524 093	360 242 849	359 961 606
• Valeur ajoutée d'exploitation	90 948 540	91 229 783	91 511 026
• Excédent brute d'exploitation	79 835 340	75 882 983	76 164 226
• Résultat opérationnel	34 985 593	33 074 547	34 522 254
• Résultat financier	-5 258 906	-5 258 906	-5 258 906
• Résultat brute de l'activité ordinaire	29 726 687	27 815 641	29 263 347
• Total des produits des activités ordinaires	451 472 633	451 472 633	451 472 633
• Total des charges des activités ordinaires	421 745 945	428 941 963	427 769 321
• Résultat net ordinaire	29 726 687	22 530 669	23 703 311
• Résultat extraordinaire	0	0	0
• Résultat net de l'exercice	29 726 687	22 530 669	23 703 311

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

3.4.1 Les commentaires sur le tableau des soldes intermédiaires de gestion

- L'entreprise a enregistré un niveau d'activité constant durant les 3 années, exprimé par le chiffre d'affaire qui est de 302 400 000 DA, par contre la consommation de l'exercice est en baisse et donc la richesse produite est en augmentation.
- Les résultats financiers sont négatifs, on peut constater qu'ils sont constitués uniquement des charges financières pendant les 3 exercices successifs.
- Les résultats nets des exercices de 2019 et 2020 sont inférieurs au celui de 2018, car cette période été caractérisé par la pandémie de CORONA VIRUS.
- La marge brute de l'entreprise est en stagnation durant les 3 années.

3.5 Analyse de rentabilité du projet

Avant de poursuivre avec les techniques et les calculs de la rentabilité de l'entreprise, il est nécessaire d'effectuer des calculs sur certains éléments qui semblent très important pour une meilleure étude.

3.5.1 La structure de financement du projet

La structure financière représentée dans le tableau suivant renvoie a la proportion des capitaux propres dont elle dispose la SARL B et les dettes bancaires qu'elle souhaite les empruntés pour financer son activité.

Tableau 14 La structure de financement de l'investissement

Emploie		Ressources	
Désignation	Montants	Désignation	Montants
investissement	152 204 500	Fonds propre	54 687 500
		Crédit bancaire	97 517 000
Total		total	152 204 500

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

3.5.2 La durée de vie du projet

C'est un crédit d'investissement à long terme d'une durée de 10 ans (de 2018 jusqu'à 2028) avec 3 années de différé.

3.5.3 Echancier de remboursement de l'emprunt

Le remboursement de l'emprunt bancaire se fait en 7 ans à un taux de 5.5 %.

Tableau 15 Echancier de remboursement du montant de l'emprunt bancaire

Rubriques	durée	1	2	3	4	5	6	7
Matériels	7	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la Banque

3.5.4 La capacité d'autofinancement

Le calcul de la CAF à partir de l'excédent brut d'exploitation se présente dans le tableau suivant :

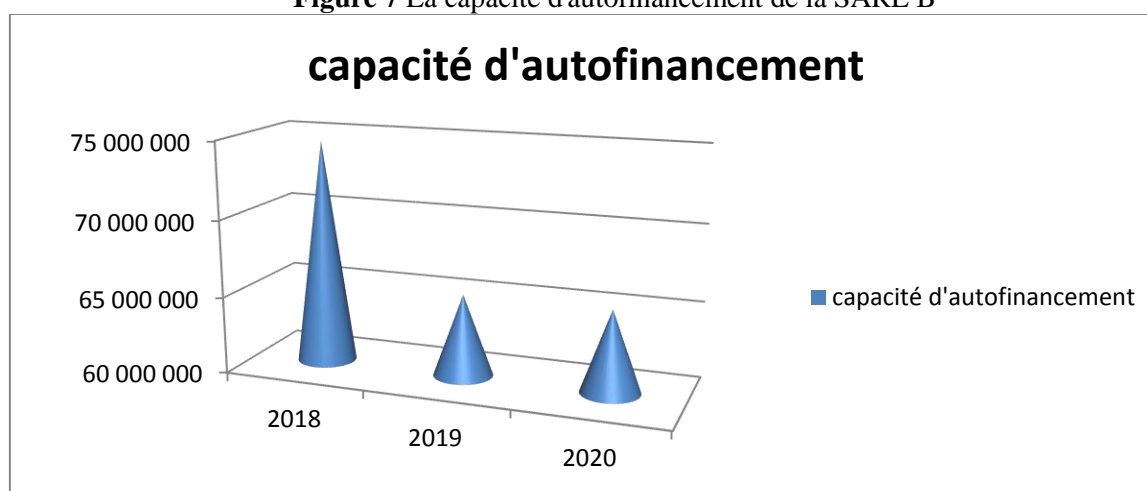
Tableau 16 La capacité d'autofinancement de la SARL B

désignation	2018	2019	2020
EBE	79 835 340	75 882 983	76 169 226
+Produits opérationnels	0	0	0
-Charges opérationnelles	0	0	0
+Produits financiers	0	0	0
-Charges financières	5 258 906	5 258 906	5 258 906
+Produits exceptionnels	0		
-Charge exceptionnelles	0	0	0
-Charge de personnel	0	0	0
-Impôts exigibles sur résultats	0	5 284 971	5 560 036
=CAF	74 576 434	65 339 104	65 350 284

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

Figure 7 La capacité d'autofinancement de la SARL B



Source : réalisée par nous même à partir des documents de la banque

Commentaire

La capacité d'autofinancement de la SARL B est positive durant les 3 années. L'entreprise dispose donc de plus des ressources interne pour financer son activité ou payé des dividendes a ses associés (actionnaires).

3.5.5 Calcul des flux nets de trésorerie actualisés

Le besoin en fond de roulement de l'entreprise représente un emploi qui nécessaire des ressources financières pour son financement, alors le calcul de cet indicateur est primordial pour dégager l'ensemble des emplois de l'entreprise.

a. Détermination de la variation du BFR**Tableau 17** La variation du besoin en fonds de roulement de l'année 2016 jusqu'à 2021

Désignation	initial	2016	2017	2018	2019	2020	2021
BFR	0	57 000 000	64 727 194	65 077 194	60 177 223	60 325 658	60 144 077
Variation du BFR	57 000 000	3 500 000	350 000	-4 899 971	148 435	-181 518	10 014

Montant en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la BADR

Tableau 18 La variation du BFR de la SARL B de l'année 2022 jusqu'a 2028

désignation	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BFR	60 154 091	60 480 066	60 862 409	61 306 757	61 900 000	62 000 000	62 830 000
Variation du BFR	325 975	382 343	444 348	593 243	100 000	830 000	-

Montant en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la BADR

b. Tableaux ressource-emplois (financement initial) actualisé

Tableau 19 Tableau de flux nets de trésorerie actualisés de la SARL B des années 2016-2021

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<u>Ressource :</u>						
*apport en capital	0	0	100 000	0	0	
*CAF	38 181 644	74 295 191	74 576 434	65 339 106	65 350 284	65 373 514
*emprunt bancaire	0	0	97 517 000	0	0	0
*comptes courants des associés	0	0	54 687 500	0	0	0
Total ressources	38 181 644	74 295 191	226 880 934	65 339 106	65 350 284	65 373 514
<u>Emplois :</u>						
*investissement	0	0	152 204 500	0	0	0
*Dividendes	0	0	0	0	0	0
*Variation du BFR	3 500 000	350 000	-4 899 971	148 435	-181 518	10 014
*remboursement de l'emprunt	0	0	0	0	0	0
Total des emplois	3 500 000	350 000	147 304 529	148 435	-181 518	10 014
Flux nette de trésorerie	34 681 644	73 945 191	79 576 405	65 190 671	65 526 802	65 363 500
Coefficient $(1 + i)^{-n}$	1	1	1	0.90	0.82	0.75
FNT actualisé	34 681 644	73 945 191	79 576 405	59 264 246	54 154 382	49 108 564
Cumule de FNT	34 681 644	73 945 191	79 576 405	138 840 651	192 995 033	242 103 597

Montants en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

Tableau 20 Tableau de flux nets de trésorerie de la SARL B des années 2022-2028

Désignation	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
ressources							
*Apport en capital	0	0	0	0	0	0	0
*CAF	66 149 48	67 162 84	68 176 21	69 189 57	70 202 94	71 216 30	72 229 67
	0	6	1	6	0	5	0
*Emprunt bancaire	0	0	0	0	0	0	0
*Comptes courants des associés	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	66 149 480	67 162 846	68 176 211	69 189 576	70 202 940	71 216 305	72 229 670
Emplois							
*investissement	0	0	0	0	0	0	0
*Dividendes	0	0	0	0	0	0	0
*Remboursement d'emprunt	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217	8 896 217
*variation du BFR	325 975	382 343	444 348	593 243	100 000	830 000	0
Total emplois	9 222 192	9 278 560	9 340 565	9 489 460	8 996 217	9 726 217	8 896 217
Flux nets de trésorerie	56 927 288	57 897 651	58 835 646	59 700 116	61 206 723	61 490 088	63 333 453
Coefficient $(1 + i)^{-n}$	0.68	0.62	0.56	0.51	0.47	0.42	0.38
FNT actualisés	38 882 104	35 949 886	33 211 188	30 635 600	28 553 388	25 825 837	24 417 78 7
Cumul des FNT	280 985 701	316 935 587	350 146 775	380 782 375	409 335 763	435 161 600	459 579 387

Montant en DA

Source : réalisé par nous même à partir des documents de la banque

Le taux d'actualisation appliqué sur ce projet d'investissement est de 10%.

3.5.6 Application des critères de rentabilité du projet d'investissement

a. Calcul de la valeur actuelle nette (VAN)

$$VAN = \sum \text{FNT actualisés} - I_0$$

$$VAN = 459\,579\,387 - 147\,304\,529$$

$$VAN = 312\,274\,858$$

b. Calcul du taux de rendement interne (TRI)

$$TR = \sum \text{FNT actualisés} - I^0 = 0$$

$$\text{Taux}_1 = 40\% \longrightarrow VAN_1 = 4\,887\,066.62$$

$$\text{Taux}_2 = 42\% \longrightarrow VAN_2 = -1\,514\,706.96$$

Suite à des essais successifs, on a déduit que la VAN s'annule pour un taux compris entre 40% et 42%.

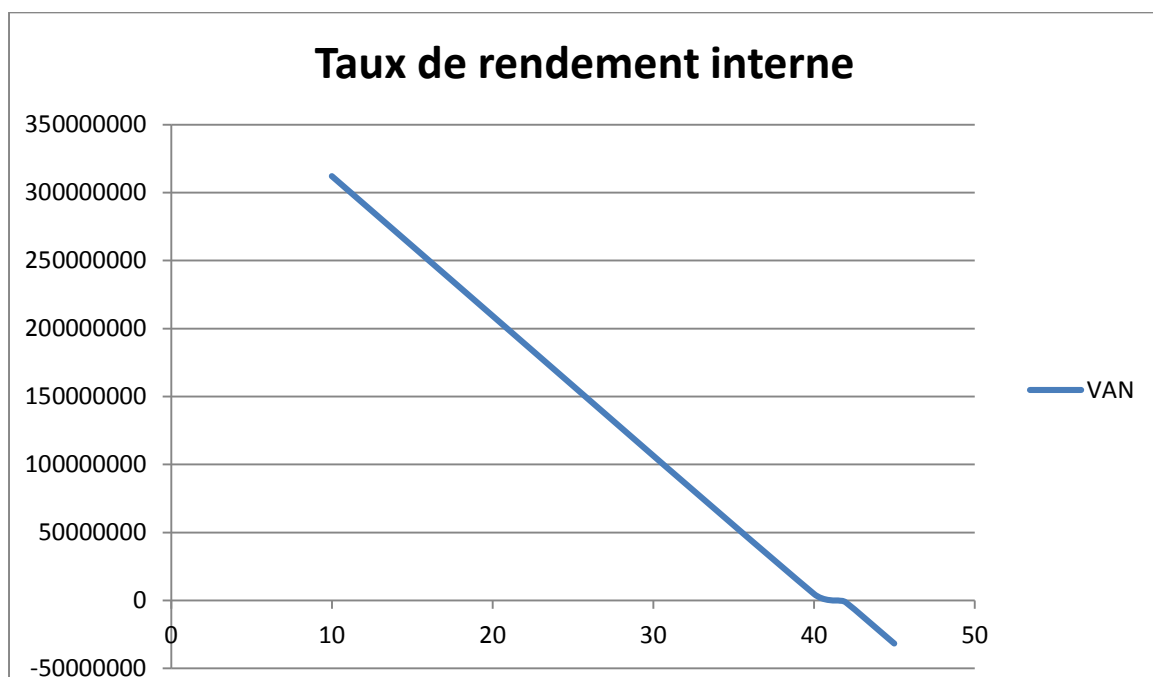
Par l'application de la méthode d'interpolation linéaire, nous sommes parvenant aux résultats suivants:

$$TRI = 0.42 + (0.40 - 0.42) * 1514706.96 / 4887066.62 - (-1514706.96)$$

$$TRI = 41.512\%$$

Représentation graphique du taux de rendement interne :

Figure 8 La VAN en fonction du taux d'actualisation



Source : réalisée par nous même à partir des données de la Banque

Commentaire

La VAN diminue à mesure que le taux d'actualisation augmente, L'intersection de la VAN du projet avec l'axe des taux d'actualisation est justement le TRI.

c. Calcul de l'indice de profitabilité (IP)

$$IP = \sum \text{FNT actualisés} / I_0$$

$$IP = 3.11$$

d. Calcul du délai de récupération de l'investissement (DR)

$$DR = 2 + 192\,995\,033 - 138\,840\,651 / (242\,103\,597 - 138\,840\,651) * 12$$

$$DR = 2 \text{ ans, } 6 \text{ mois et } 8 \text{ jours}$$

❖ Commentaire sur les indices de rentabilité

- La valeur actuelle nette de ce projet est positive cela implique que la totalité du capital investi est récupérée et un surplus de 312 274 858 DA a été dégagé.
- La VAN s'annule au taux égal à 41.512 % qui est supérieur au taux d'actualisation retenue (10%).
- D'après l'indice de profitabilité, chaque 1 DA investi rapporte à l'entreprise un gain de 2.11 DA.
- Ce projet est acceptable car la durée de la récupération du capital investi qui est de 2 ans, 6 mois et 8 jours est inférieure au délai fixé par la banque (10 ans).

Conclusion du chapitre III

Après avoir effectué une profonde étude technico-économique du projet et une analyse financière sur les documents comptables de la SARL B qui apprécie la viabilité et la rentabilité de cet investissement à long terme à travers les résultats favorables dégagés par les différents critères de rentabilité, un avis favorable a été prononcé par la direction générale de la banque de l'agriculture et du développement rural, en mettant en place un crédit bancaire à long terme de 97 517 000 DA remboursable sur 10 ans avec un taux d'intérêt de 5.5%.

Dans notre cas le ratio Cooke n'est pas utilisé au niveau de l'agence, mais il semble que le niveau des crédits et les risques encourus sont évalués et suivis par la direction générale

qui détient tous les instruments d'analyse et d'évaluation en lien direct avec les institutions monétaires de l'état à savoir la banque centrale, le trésor et le ministère des finances.

Conclusion générale

Pour créer ou développer une entreprise et garantir sa pérennité et sa présence sur le marché, l'acquisition des moyens de production nécessite des ressources de financement suffisantes, ainsi le crédit représente une source très utilisée par les agents en besoin de financement, pour cela il est important de bien définir ses besoins pour adapter au mieux le type de crédit, en contrepartie l'institution financière exige la solvabilité de l'entreprise, un apport personnel minimum et des garanties pour diminuer les risques de crédit et dégagé des gains a partir des résultats positifs issus par les entreprises

Pour ce faire la banque doit veiller au bon déroulement de cette opération en menant une étude approfondie, efficace et prudente avant d'accorder le crédit à son client. La méthode d'étude diffère d'un crédit à l'autre selon des conditions et des critères d'octroi spécifiques, comme le montant emprunté, le taux d'endettement de l'emprunteur ou encore sa durée.

Notre travail de recherche nous a permis de connaître et d'approfondir nos connaissances sur les crédits bancaires et leurs rôles économiques et sociaux, la relation de la banque avec sa clientèle, les procédures d'octroi de crédits, et les moyens et techniques pour financer les entreprises rentables.

Afin de bien mener notre travail et de confirmer notre hypothèse, nous avons procédé au traitement d'un cas pratique portant sur l'analyse de viabilité et rentabilité d'une SARL spécialisée en production de daurade royale et loup de mer, a travers une analyse financière de ses états financiers pendant trois dernières années successives 2018, 2019 et 2020.

En effet, plusieurs indicateurs sont à mettre à l'actif de l'entreprise qui dispose d'un matelas financier assez intéressant, et une rentabilité remarquable qui militent en sa faveur chose qui a conduit la banque a soutenir l'entreprise dans sa démarche d'investissement car elle a choisi un créneaux très convoité par les investisseurs de par son importance de point de vue économique et les avantages accordés par les pouvoirs publics en matière de subvention et bonification des crédits ainsi que l'allègement fiscal.

Pour ce cas précis, la problématique posée précédemment trouve sa réponse dans les différentes étapes entamées par notre étude qui semble être concluante à plus d'un titre, étant donnée les points forts dégagés en faveur d'une issue favorable pour la mise en place du crédit et donc l'analyse financière est un outil d'analyse très efficace pour diagnostiquer la santé financière d'une entreprise et les perspectives de son développement par les états financiers et les bilans prévisionnels, a travers le calcul de différents ratios financiers.

Enfin, et nous espérons que l'apport de ce présent mémoire a atteint les objectifs qui lui ont été assignés et qu'il sera bénéfique pour la poursuite des recherches dans ce domaine. Et nous souhaiterons remercier la banque BADR de nous avoir accueilli chaleureusement pour notre stage que nous avons aimé le prolonger car c'était très intéressant mais pas suffisant pour recueillir plus d'expériences.

Bibliographie

- (2022, 01 22). Consulté le 07 05, 2023, sur Algeria Press Service: <https://www.aps.dz/societe/134560-demographie-44-6-millions-d-habitants-en-algerie-en-janvier-2021>
- *Analyse financiere d'une entreprise : les étapes*. (s.d.). Consulté le 06 12, 2023, sur [compta online](https://www.google.com/search?q=la+demarche+de+1%27analyse+financiere&ei=TxaHZJ6oCorskUPm5u_sAc&ved=0ahUKEwjei6ah5L3_AhUKdqQEHZvND3YQ4dUDCA8&uact=5&oq=la+demarche+de+1%27analyse+financiere&gs_lcp=Cgxnd3Mtd2l6LXNlcnAQAzIGCAAQFhAeMgYIABAWEb46GQgAEIoFEOoCEL): https://www.google.com/search?q=la+demarche+de+1%27analyse+financiere&ei=TxaHZJ6oCorskUPm5u_sAc&ved=0ahUKEwjei6ah5L3_AhUKdqQEHZvND3YQ4dUDCA8&uact=5&oq=la+demarche+de+1%27analyse+financiere&gs_lcp=Cgxnd3Mtd2l6LXNlcnAQAzIGCAAQFhAeMgYIABAWEb46GQgAEIoFEOoCEL
- (1996). *art1 ordonnance n°96-09 relative au credit bail* .
- Bachy, B. (2021). *la boite à outils de la comptabilité*. Dunod.
- Bruslerie, H. d. (2014). *Analyse financière*. Dunod .
- Cohen, E. (1997). *Analyse financière* (éd. 4eme édition). Paris: Economica.
- Coussergues.S. (1996). *La banque: structure, marché et gestion*. Paris.
- Fiche produit BADR. (2014, octobre). *Credits* .
- Gunther, C. B., Jézabel, C.-S., & Jean, M. (2014). *Comment bien choisir sa banque?*
- Hamdi, K. (2000). *analyse des projets et leur financement*. ES-SALEM.
- La politique de financement par capitaux propres. (s.d.).
- Ordonnance relative a la monnaie et au credit. (2003, aout 26). *article 68* . Algerie .
- Petit-Dutaillis. *Le risque du credit bancaire*. Paris: Dunod.
- Petit-Dutaillis. (1963). *Le risque du credit bancaire* (éd. economique). Paris.
- Profil du secteur pétrolier et gazier de l'Algérie . (2022, février 11). Consulté le 07 05, 2023, sur Trade Commissioner Service : <https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/algeria-algerie/market-reports-etudes-de-marches/0006429.aspx?lang=fra>
- Silem, A., & Albertini, J.-M. (1999). *L'exique d'economie* . Paris: Dalloz.

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction générale..... 1

Chapitre I: Le financement bancaire

Introduction du chapitre I..... 3

1. Section 01 Les crédits bancaires comme mode de financement 3

1.1. Définition de crédit..... 5

1.2 Les caractéristiques d'un crédit bancaire..... 6

1.2.1 La confiance..... 6

1.2.2 La durée 6

1.2.3 La rémunération 7

1.2.4 La destination..... 7

1.2.5 Le risque..... 7

1.2.6 Les garanties exigées 7

1.3 La typologie des crédits..... 8

1.3.1 Les crédits aux particuliers 8

1.3.2 Les crédits aux entreprises 8

1.4 Le rôle d'un crédit bancaire..... 10

2. Section 02 Préparation et octroi d'un crédit d'investissement..... 11

2.1 Les documents constitutif du dossier de crédit d'investissement..... 11

2.1.1 Les documents comptables, fiscaux et parafiscaux 12

2.1.2 Les documents économiques et financiers..... 12

2.1.3 Les documents techniques 12

2.2 La demande de crédit auprès de la banque 13

2.2.1 La prise de connaissance du client avec sa banque..... 13

2.2.2 L'étude du dossier de crédit 14

Conclusion du chapitre I 23

Chapitre II: Les outils d'analyse financière permettant d'évaluer un crédit d'investissement

Introduction du chapitre II.....	24
1. Section 01 L'analyse de l'équilibre financier.....	24
1.1 Le fonds de roulement net global (FRNG).....	24
1.2 Le besoin en fonds de roulement (BFR).....	26
1.3 La trésorerie nette (TN).....	27
2. Section 02 L'analyse par la méthode des ratios financiers.....	28
2.1 Définition du ratio.....	28
2.2 Les types des ratios financiers.....	29
2.2.1 Les ratios de structure financière.....	29
2.2.2 Les ratios de gestion (d'activité).....	31
2.2.3 Les ratios de rentabilité.....	32
3. Section 03 L'analyse des soldes intermédiaires de gestion.....	33
3.1 Définition de SIG.....	34
3.2 Les différentes rubriques du tableau des soldes intermédiaires de gestion.....	34
3.2.1 Le chiffre d'affaire.....	34
3.2.2 La marge commerciale.....	34
3.2.3 La production de l'exercice.....	35
3.2.4 La valeur ajoutée.....	35
3.2.5 L'excédent brut d'exploitation.....	35
3.2.6 Le résultat d'exploitation (opérationnel).....	35
3.2.7 Le résultat ordinaire avant impôt.....	36
3.2.8 Le résultat exceptionnel (extraordinaire).....	36
3.2.9 Le résultat net de l'exercice.....	36
4. Section 04 Les critères de rentabilité d'un projet d'investissement.....	38
4.1 La capacité d'autofinancement et l'autofinancement.....	38
4.1.1 Définition de la capacité d'autofinancement.....	38
4.1.2 Les méthodes de calcul de la CAF.....	38
4.1.3 Définition de l'autofinancement.....	39
4.2 Etablissement du tableau des flux de trésorerie (cash-flows).....	40
4.2.1 Les ressources.....	40
4.2.2 Les emplois.....	41
4.2.3 Le taux d'actualisation.....	42
4.3 La valeur actuelle nette (VAN).....	42

4.4 Le taux de rendement interne (TRI)	43
4.5 Indice de profitabilité (IP)	43
4.6 Le délai de récupération (DR)	43
Conclusion chapitre II	44
Chapitre III: Étude et analyse d'un crédit d'investissement (cas pratique)	
Introduction du chapitre III	45
1. Section 01 Présentation générale de l'organisme d'accueil « la banque de l'agriculture et du développement rural »	45
1.1 Historique de la BADR.....	45
1.2 Les missions et les objectifs de la BADR.....	48
1.2.1 Ses missions	48
1.2.2 Ses objectifs	48
1.3 Les crédits spécifiques à la BADR	49
1.3.1 Crédit « ETTAHADI FEDERATIF »	49
1.3.2 Crédit « R'FIG FEDERATIF ».....	49
1.3.3 Crédit de soutien a l'emploi des jeunes promoteurs ANADE	49
1.3.4 Crédit ANGEM	50
1.3.5 Crédit CNAC	50
1.4 Les activités financées par la BADR	50
1.5 Présentation de l'agence principale 357 du groupe régional d'exploitation Bejaia	51
1.5.1 L'organisation de l'agence 357.....	51
2. Section 02 L'étude technico-économique du projet.....	53
2.1 Etude de marché	53
2.2 Étude commerciale	53
2.3 Etude technique	54
2.4 Etude des couts	54
3. Section 03 Les techniques de l'analyse financière.....	55
3.1 Présentation de l'entreprise et le projet du client	55
3.1.1 Présentation de l'entreprise	55
3.1.2 Présentation du projet	56
3.1.3 Les garanties proposées par le client	56
3.2 L'analyse des bilans.....	57
3.2.1 Les indicateurs d'équilibre financier.....	58
3.3 L'analyse par les ratios financiers	59

3.3.1	Interprétation des résultats du tableau.....	60
3.4	L'analyse des soldes intermédiaires de gestion.....	62
3.4.1	Les commentaires sur le tableau des soldes intermédiaires de gestion.....	63
3.5	Analyse de rentabilité du projet.....	63
3.5.1	La structure de financement du projet.....	63
3.5.2	La durée de vie du projet.....	63
3.5.3	Echéancier de remboursement de l'emprunt.....	63
3.5.4	La capacité d'autofinancement	64
3.5.5	Calcul des flux nets de trésorerie actualisés	65
3.5.6	Application des critères de rentabilité du projet d'investissement	67
	Conclusion du chapitre III.....	69
	Conclusion générale	71
	Bibliographie	
	Table des matières	
	Annexes	

Annexes

Bilans prévisionnels (actif)

actif	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Actif immobilisé (non courant) :							
-Ecart d'acquisition (goodwill)							
-Immobilisations incorporelles	7 582 001.09	4 374 237.17	1 166 463.24	00	00	00	00
-Immobilisations corporelles	192 581 783.98	175 785 250.51	158 988 717.05	142 192 183.58	125 395 650.11	111 330 986.57	98 632 257.98
-Immobilisations financières	00	00	00	00	00	00	00
Total actif non courant	200 163 795.07	180 159 487.68	160 155 180.29	142 192 183.58	125 395 650.11	111 330 986.57	98 632 257.98
Actif courant :							
Stocks en cours	124 227 194.40	124 227 194.40	62 931 694	60 646 721	58 854 358	124 227 194.40	124 227 194.40
Créances et emplois assimilés							
-Client	00	3 500 000	3 850 000	4 235 000	4 658 500	5 124 350	5 636 785
-impôt							
Disponibilité et assimilés							
-Trésorerie	573 669.51	205 335 921.39	95 904 416	300 110 555	78 597 605	87 544 461.63	97 075 989.17
Total actif courant	124 800 863.91	333 063 115.79	162 686 110	364 992 275	142 110 463	216 896 006.03	226 939 968.57
Total général actif	324 964 658.98	513 222 603.47	322 841 290	507 184 459	267 506 113	328 226 992.60	325 572 226.55

Bilans prévisionnels (passif)

passif	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total CP	100 000	29 545 444.49	148 633 435	81 802 801	105 506 113	131 969 525.59	160 574 838
Total DLMT	216 864 658.98	420 677 158.98	111 207 855	362 381 658	99 000 000	127 050 000	95 278 500
Dettes a court terme	63 000 000	63 000 000	63 000 0000	63 000 000	63 000 000	69 207 467.01	69 709 888.18
Total passif	324 964 658.98	513 222 603.47	322 841 290	507 184 459	267 506 113	328 226 992.60	325 572 226.55

Bilans prévisionnels (passif)

passif	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Total CP	190 193 516	220 825 559.95	252 470 968.75	141 000 0000	165 000 000	180 550 000
Total DLMT	63 525 000	23 821 875	20 000 000	18 222 666	10 000 000	00
Dettes a court terme	69 947 591.16	70 185 294.14	50 422 997.13	65 942 334	60 000 000	33 830 000
Total passif	323 666 107.65	314 832 729.09	322 893 965.88	225 165 000	235 000 000	214 380 000

Bilans prévisionnels (actif)

actif	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Actif immobilisé (non courant) :						
-Ecart d'acquisition (goodwill)						
-Immobilisations incorporelles	00	00	00	00	00	00
-Immobilisations corporelles	85 933 529.39	73 234 800.80	60 536 072.21	48 010 000	39 500 000	27 800 000
-Immobilisations financières	00	00	00	00	00	00
Total actif non courant	85 933 529.39	73 234 800.80	60 536 072.21	48 010 000	39 500 000	27 800 000
Actif courant :						
Stocks en cours	124 227 194.40	124 227 194.40	124 227 194.40	120 287 334	114 444 000	79 660 000
Créances et emplois assimilés						
-Client	6 200 463.50	6 820 509.85	7 502 560.84	7 555 000	7 556 000	17 000 000
-impôt						
Disponibilité et assimilés						
-Trésorerie	107 304 920.36	110 550 224.04	130 628 138.44	49 312 666	73 500 000	89 920 000
Total actif courant	237 732 578.26	241 597 928.29	262 357 893.68	177 155 000	195 500 000	186 580 000
Total général actif	323 666 107.65	314 832 729.09	322 893 965.89	225 165 000	235 000 000	214 380 000

25/02/2016 13:50

COMPTE DE RESULTAT						
Libellé	Note	AU 31/12/2016	AU 31/12/2017	AU 31/12/2018	AU 31/12/2019	AU 31/12/2020
Ventes et Produits annexes		0,00	302 400 000,00	302 400 000,00	302 400 000,00	302 400 000,00
Variation stocks produits finis et en cours		149 072 633,28	149 072 633,28	149 072 633,28	149 072 633,28	149 072 633,28
Production immobilisées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I. Production de l'exercice		149 072 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28
Achat consommés		93 767 999,00	352 640 632,28	352 640 632,28	352 640 632,28	352 640 632,28
Services extérieurs et autres consommations		6 208 252,95	8 164 703,99	7 883 460,82	7 602 217,65	7 320 974,45
II. Consommation de l'exercice		99 976 251,95	360 805 336,27	360 524 093,10	360 242 849,93	359 961 606,73
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		49 096 381,33	90 667 297,01	90 948 540,18	91 229 783,35	91 511 026,55
Charges de personnel		7 408 800,00	11 113 200,00	11 113 200,00	11 113 200,00	11 113 200,00
Impôts, taxes et versement assimilés		0,00	0,00	0,00	4 233 600,00	4 233 600,00
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		41 687 581,33	79 554 097,01	79 835 340,18	75 882 983,35	76 164 226,55
Autres produits opérationnels		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges opérationnelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs		38 181 643,81	44 849 746,27	44 849 746,27	42 808 435,59	41 641 972,35
Reprise sur pertes de valeurs et provisions		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
V. RESULTAT OPERATIONNEL		3 505 937,52	34 704 350,74	34 985 593,91	33 074 547,76	34 522 254,20
Produits financiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges financières		3 505 937,52	5 258 906,25	5 258 906,25	5 258 906,25	5 258 906,25
VI. RESULTAT FINANCIER		-3 505 937,52	-5 258 906,25	-5 258 906,25	-5 258 906,25	-5 258 906,25
VII. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		0,00	29 445 444,49	29 726 687,66	27 815 641,51	29 263 347,95
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00	0,00	5 284 971,88	5 560 036,11
Impôt différés (Variations) sur résultat ordinaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des impôts		0,00	0,00	0,00	5 284 971,88	5 560 036,11
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		149 072 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		149 072 633,28	422 027 188,79	421 745 945,62	428 941 963,65	427 769 321,44
VIII. RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		0,00	29 445 444,49	29 726 687,66	22 530 669,63	23 703 311,84
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE		0,00	29 445 444,49	29 726 687,66	22 530 669,63	23 703 311,84

25/02/2016 13:50

Libellé	Note	COMPTE DE RESULTAT				
		AU 31/12/2021	AU 31/12/2022	AU 31/12/2023	AU 31/12/2024	AU 31/12/2025
Ventes et Produits annexes		302 400 000,00	302 400 000,00	302 400 000,00	302 400 000,00	302 400 000,00
Variation stocks produits finis et en cours		149 072 633,28	149 072 633,28	149 072 633,28	149 072 633,28	149 072 633,28
Production immobilisées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I. Production de l'exercice		451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28
Achat consommés		352 640 632,28	352 640 632,28	352 640 632,28	352 640 632,28	352 640 632,28
Services extérieurs et autres consommations		7 039 731,31	6 813 125,54	6 613 838,47	6 414 551,40	6 215 264,32
II. Consommation de l'exercice		359 680 363,59	359 453 757,82	359 254 470,75	359 055 183,68	358 855 896,60
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		91 792 269,69	92 018 875,46	92 218 162,53	92 417 449,60	92 616 736,68
Charges de personnel		11 113 200,00	11 113 200,00	11 113 200,00	11 113 200,00	11 113 200,00
Impôts, taxes et versement assimilés		4 233 600,00	4 233 600,00	4 233 600,00	4 233 500,00	4 233 600,00
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		76 445 469,69	76 672 075,46	76 871 362,53	77 070 649,60	77 269 936,68
Autres produits opérationnels		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges opérationnelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs		38 910 102,43	37 544 167,47	37 544 167,47	37 544 167,47	37 544 167,47
Reprise sur pertes de valeurs et provisions		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
V. RESULTAT OPERATIONNEL		37 535 367,26	39 127 907,99	39 327 195,06	39 526 482,13	39 725 769,21
Produits financiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges financières		4 864 488,28	3 812 707,03	2 760 925,78	1 709 144,53	657 363,28
VI. RESULTAT FINANCIER		-4 864 488,28	-3 812 707,03	-2 760 925,78	-1 709 144,53	-657 363,28
VII. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		32 670 878,98	35 315 200,96	36 566 269,28	37 817 337,60	39 068 405,93
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		6 207 467,01	6 709 888,18	6 947 591,16	7 185 294,14	7 422 997,13
Impôt différé (Variations) sur résultat ordinaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des impôts		6 207 467,01	6 709 888,18	6 947 591,16	7 185 294,14	7 422 997,13
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28	451 472 633,28
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		425 009 221,31	422 867 320,50	421 853 955,16	420 840 589,82	419 827 224,48
VIII. RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		26 463 411,97	28 605 312,78	29 618 678,12	30 632 043,46	31 645 408,80
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE		26 463 411,97	28 605 312,78	29 618 678,12	30 632 043,46	31 645 408,80



FATTURA PROFORMA
FACTURE PROFORMA

Il numero riportato di seguito sarà incluso in tutta la corrispondenza, in tutte le fatture e in tutti i documenti di spedizione correlati.

Le numero reporté à coté sera indiqué sur toute la correspondance, toutes les factures et documents de transport

35

A/TO: Cap Sigli - Bni Ksila Wilaya de Bejaia - Algérie	Sede Operativa TECHNOCAGE srl Via A. Bocchi, 300 - 00125 Roma - ITALY Tel. & Fax +39.06.8776.6294 E-mail: info@technocagesrl.com Web: www.technocage.com	Sede Legale / Siège Social TECHNOCAGE srl Via Imbriani 67 70121 Bari - ITALY P.IVA 07814620725
N.I.F.: 00140501830952		

DATA DATE	Ordinato da ACHETEUR	Termini Consegna CONDITIONS DE	Tempi Consegna DELAIS DE LIVRAISON	Termini di Pagamento CONDITIONS DE PAIEMENT
30/07/18	Aqua Cap Sari	EXW cantiere naval Italle	3 mois à partir de la date d'ouverture de la lettre de crédit	L/C irrévocable et confirmée payable 100% à vu.

ITEM	Q.tà/Q.té	DESCRIZIONE/DESCRIPTION	Prezzo Unit. Prix Unit.	TOTALE TOTAL
1	1	Bateau de travail Seaworker750 en HDPE, 7,5 x 2,7 mt - moteur hors bord 150 CV	59.600,00	€ 59.600,00

TECHNOCAGE s.r.l.
VIA IMBRIANI, 67
70121 BARI
P. IVA 07814620725

Riferimento Bancario / Référence Bancaire BANCA POPOLARE DI SONDRIO S.C.p.a. Sede di Roma IBAN IT22F0569603211000010412X37 SWIFT PO: BPII22XXX	SUBTOTALE / SUBTOTAL	€ 59.600,00
	IMPOSTA VENDITE (IVA) /TVA Trasporto / Transport	€
	TOTALE/TOTAL	€ 59.600,00

Note / Notes	Matériel d'origine Italienne	Autorizzato da Autorisé par	Data Date
validità / Validité	*2018		



ANNEXE N°2

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
ACCUSE DE RECEPTION D'UN DOSSIER DE CREDIT

Bejaia le 01 03 2016

Groupe Régional d'Exploitation de : Bejaia Indice ; 006...

Agence Locale d'Exploitation de : Bejaia Indice : 357.....

- Reçu de : (1)
- Pour le compte de : (2)

Nature du crédit sollicité Exploitation Investissement

Montant du crédit sollicité : DA.

Délai de réponse fixé pour le dossier :

- 30 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Agences
- 35 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Régionaux
- 45 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Centraux

Cher client,

Le présent document vous permet de protester auprès de la Direction du Réseau d'Exploitation (DRE) en cas de non réception de la réponse de la Banque dans les délais fixés.

Coordonnées de la Direction :

Téléphone : 021-98-92-04 Fax : 023-51-15-31

Il est précisé que les délais de réponse ne commencent à courir qu'à partir de la réception de l'intégralité des documents et informations réclamés (y compris les compléments).

L'accusé de réception ne vaut pas engagement de quelque nature que ce soit, en matière d'octroi de crédit.

Banque de l'Agriculture et du Développement Rural



1. Indiquer l'identité ou la raison sociale du demandeur du crédit
2. Préciser l'identité de la société émettrice de la demande

Document confidentiel. Reproduction non autorisée Interdite		
Elaborée et vérifiée par : Direction Générale Adjointe Engagements	Contrôle de diffusion : Direction de l'Organisation, des Méthodes & des Systèmes d'Information	Réf. Décision Réglementaire d'approbation : DR. N° 04/15 du 03/02/2015



بنك الفلاحة و التنمية الريفية
BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

ÉDITE-LE : 05/10/2021

Echéancier de remboursement

CLIENT : NUMERO DOSSIER :
NOM : COMPTE REGLEMENT :
ADRESSE : TAGUELMIMT CAP SIGLI COMPTE DE PRET :
TYPE DE PRET :

DURRE DU PRET	: 114 MOIS ET 5 JOURS	TAUX T.V.A	: 19 %
DUREE D'AMORTISSEMENT	: 114 MOIS ET 5 JOURS	DATE MATUREE	: 01/10/2028
DATE 1 ^{er} PAIEMENT DES INTERETS	: 30/09/2021	PERIODICITE	: Annuelle
DATE 1 ^{er} REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL	: 31/10/2022		

CAPITAL PRETE : 97,517,000.00 DA

INTERETS DIFFERE : 0.00 DA

DATE	A AMORTIR	PRINCIPAL	INTERETS	TAXES	TOTAL	TAUX
30/09/2021		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
31/10/2021		0.00	0.00	0.00	0.00	3.50
31/10/2022	53,377,302.85	8,896,217.14	3,050,138.86	579,526.38	12,525,882.38	3.50
31/10/2023	44,481,085.71	8,896,217.14	2,557,140.16	485,856.63	11,939,213.93	3.50
31/10/2024	35,584,868.57	8,896,217.14	2,769,660.90	657,133.14	12,323,011.18	5.50
31/10/2025	26,688,651.43	8,896,217.14	2,646,102.33	502,759.44	12,045,078.91	5.50
31/10/2026	17,792,434.29	8,896,217.14	2,156,810.39	409,793.97	11,462,821.50	5.50
31/10/2027	8,896,217.15	8,896,217.14	1,667,518.45	316,828.51	10,880,564.10	5.50
01/10/2028	0.00	8,896,217.15	1,138,811.32	216,374.15	10,251,402.62	5.50

N.B : TAUX D'INTERET VARIABLE, L'ECHEANCIER PEUT ETRE REVISE EN CONSEQUENCE.

N.B : LE TAUX DE LA TAXE PEUT VARIER, L'ECHEANCIER PEUT ETRE REVISE EN CONSEQUENCE.

SIGNATURE DU RESPONSABLE BADR

Directeur d'Agence

CHAH LAZIZ

SIGNATURE DU CLIENT

Résumé

Un projet d'investissement consiste à placer de l'argent dans le présent pour avoir des gains au futur. Mais ce genre de projet nécessite des ressources financières suffisantes pour son exécution, pour cela les banques et les institutions financières proposent des types de crédit bancaire adaptés aux besoins des entreprises.

Un dossier de présentation de l'entreprise et du projet doit être établi et soumis aux institutions financières pour l'évaluer à travers un diagnostic économique sur l'environnement de l'entreprise à partir des documents statiques du secteur d'activité de la société, et un diagnostic financier (analyse financière) porte sur l'ensemble des informations nécessaires de l'entreprise contenus dans les trois documents comptables fondamentaux à savoir les bilans, les comptes de résultats et les annexes, et les interpréter à travers l'application des indicateurs de l'équilibre financier, les soldes intermédiaires de gestion, les ratios financiers et des critères d'évaluation et de sélection en vue de vérifier la solvabilité et la rentabilité du projet en question afin de prendre la décision d'octroi du crédit ou le rejet.

Pour ce cas il s'agit d'un projet de pisciculture rentable, économiquement viable situé dans une zone stratégique couvrant une partie des besoins en daurades royales et loup de mer, produits très prisés par la population donc facile à écouler considérant la flotte frigorifique disponible, choses qui ont conduit la banque à émettre un avis favorable.

Summary

An investment project consists of placing money in the present to have profit in the future. But this kind of project requires sufficient financial resources for its execution, which is why banks and financial institutions offer types of credit adapted to the needs of companies.

A presentation file of the company and the project must be established and submitted to the financial institutions to evaluate it through an economic diagnosis on the environment of the company from the static documents of the sector of activity of the company, and a financial diagnosis (financial analysis) on all the necessary information on the company from the three fundamental accounting documents, namely the balance sheets, the income statements and the annexes, and interpreted through the application of the indicators of financial equilibrium, intermediate management balances, financial ratios and evaluation and selection criteria to verify the solvency and profitability of the project in order to pass judgment on the performance of the company to take the decision to grant the credit or the rejection.

This is a profitable and economically viable fish farming project located in a strategic area covering part of the needs for gilthead sea bream and sea bass, products highly prized by the population and therefore easy to sell given the fleet refrigeration available, elements which led the bank to issue a favorable opinion.